

P.4
**DES PARTIS
POLITIQUES
APPELLENT
À RENFORCER
LE FRONT
INTÉRIEUR**
P.2

LES GRANDES QUESTIONS ÉCONOMIQUES DE L'HEURE ABORDÉES AU CIC

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE À L'ÉCOUTE DES CHEFS D'ENTREPRISES



Il est attendu par les opérateurs économiques, lors de la rencontre d'aujourd'hui, de nouvelles orientations du Président Tebboune. Et, à ce titre, il y a lieu de relever l'intérêt qu'accorde le chef de l'Etat à l'économie et à son développement, et au CREA.

P.3

Photo: D.R

MOUSSA MARA, ANCIEN PREMIER MINISTRE MALIEN : « LES AUTORITÉS DE TRANSITION FONT FAUSSE ROUTE »

P.16

ATTAF EST DEPUIS HIER À ADDIS-ABBEBA

INTENSE ACTIVITÉ POUR LA DIPLOMATIE ALGÉRIENNE

P.2



CONVENTION
SIGNÉE ENTRE
L'ORGM ET LE
PROFESSEUR
KARIM ZAGHIB

UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE POUR BÂTIR UNE FILIÈRE LITHIUM INTÉGRÉE ET SOUVERAINE

Dans un geste fort marquant l'ambition algérienne de s'imposer sur le marché stratégique des technologies vertes, une convention de partenariat a été signée hier entre l'Office national de la recherche géologique et minière (ORGM), représentant du groupe industriel minier Sonarem, et le professeur Karim Zaghib, éminent chercheur mondialement reconnu.

P.3

MASSACRES ISRAËLIENS
À GHAZA

Des formations politiques algériennes condamnent

Des partis politiques ont condamné, samedi, "dans les termes les plus fermes" les massacres barbares perpétrés par l'occupation sioniste contre les civils palestiniens à Ghaza, qualifiant le silence de la communauté internationale face à ces violations, de "crime aussi odieux que les meurtres et les bombardements". Des présidents de partis politiques ont organisé une rencontre à Alger au cours de laquelle une déclaration politique conjointe a été lue concernant la situation critique que vit le peuple palestinien à Ghaza, face à la poursuite de l'agression sioniste. Les participants ont appelé à l'ouverture immédiate des points de passage pour permettre l'acheminement des aides humanitaires vers cette bande assiégée. Les massacres sionistes sauvages commis contre les enfants, les femmes et les personnes âgées à Ghaza et en Cisjordanie occupée ont été condamnés. Les participants ont affirmé que ces crimes contre l'humanité sont perpétrés dans un climat de "silence international honteux et de complicité patente des forces coloniales qui offrent une couverture politique et militaire à une entité usurpatrice ne connaissant que le langage du sang et de la destruction". A la fin de leur déclaration, les partis ont salué les positions honorables de l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans la défense de la cause palestinienne et son soutien politique, juridique et humanitaire. Dans son intervention à cette occasion, le représentant du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), Nadir Al Kaisi a évoqué les massacres atroces et la campagne génocidaire de l'occupation sioniste à Ghaza, au vu et au su du monde entier, faisant plus de 50.000 martyrs et plus de 116.000 blessés depuis le 7 octobre 2023. Face à la poursuite des crimes de l'occupant sioniste dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie, la résistance palestinienne poursuivra sa lutte sur le terrain jusqu'à l'établissement d'un État palestinien indépendant avec El-Qods pour capitale, a-t-il affirmé. Soulignant que le peuple palestinien "n'acceptera jamais le déplacement forcé ni volontaire et qu'il restera debout et résistant face à cette agression inique", le même intervenant a appelé tous les hommes libres du monde à soutenir la lutte palestinienne pour la liberté. Il a salué le rôle prépondérant de l'Algérie dans les fora internationaux, notamment au Conseil de sécurité, en faveur de la cause palestinienne, exprimant ses remerciements au gouvernement et au peuple algériens pour ces positions honorables. De son côté, la présidente du parti Tajamou Amel El Djazaïr (TAJ), Fatma Zohra Zerouati, a souligné dans une allocution lue au nom de tous les partis présents, que cette rencontre est le fruit des efforts des partis politiques visant à réagir aux développements actuels en Palestine en général et dans la bande de Ghaza en particulier et à rassembler leurs propositions dans une déclaration commune et unifiée.

APS

FACE AUX MENACES EXTÉRIEURES

Des partis politiques appellent à renforcer le front intérieur

Afin de faire face aux défis régionaux auxquels fait face l'Algérie, les appels pour le renforcement du front intérieur se multiplient. Les partis politiques et la société civile appellent le peuple algérien à faire preuve de vigilance et à soutenir l'État, ses institutions et ses positions pour contrer toutes les tentatives ciblant le pays.

Par Meriem Kaci

Le Front des forces socialistes (FFS) a lancé un appel pour préserver le pays des dangers qui le guettent. «C'est un moment déterminant pour l'histoire de l'Algérie», a dit Youcef Aouchiche, premier secrétaire du FFS, lors de la célébration de «la journée nationale du militant», célébrée par le parti en hommage à Ali Mecili, assassiné le 7 avril 1985 à Paris. «De multiples dangers guettent notre pays. Ils ne peuvent être contrecarrés que par un front national fort et uni qui croit en la citoyenneté et à la justice globale.» Deux notions qui peuvent, selon le conférencier, protéger les décisions nationales et faire en parallèle face aux défis internes et externes. Pour le premier secrétaire du FFS, la souveraineté nationale se construit et se renforce avec «une vision qui ne s'écarte pas du but suprême d'une Algérie libre, unie, juste et démocratique... l'Algérie des martyrs».

À partir de Médéa, où des cadres du Mouvement de la société pour la paix (MSP) se sont réunis, le président du parti, Abdelaali Hassani Che-



rif, a réitéré son appel pour le renforcement du front intérieur. Il a appelé les autorités à être «extrêmement vigilantes», en citant la situation qui prévaut aux frontières sud et la volonté de certains pays de «semer le chaos et porter atteinte à la sécurité nationale».

Le Rassemblement national démocratique (RND) a appelé les partis politiques et la société civile à travailler de concert pour consolider l'unité et la solidarité entre le peuple et son armée. Son SG, Mustapha Yahy, a indiqué que

«l'Algérie ne sera forte et crainte que par une économie forte et une armée forte, moderne, professionnelle et redoutée, et un peuple uni qui préserve ses institutions constitutionnelles».

La zaouïa Qadiriyya a exhorté le peuple algérien à «faire preuve d'une plus grande cohésion et d'une plus grande unité, à serrer les rangs derrière les institutions de l'État et à être vigilant face aux campagnes trompeuses visant la sécurité et la stabilité du pays». La zaouïa a exprimé, dans un communiqué

rendu public vendredi, son «soutien inconditionnel» à l'État et à son armée au lendemain des accusations proférées par les putschistes du Mali. Le guide spirituel de la confrérie Qadiriyya reproche aux putschistes de Bamako de «se soumettre aux injonctions de parties occultes, qui cherchent à transformer la région du Sahel en un terrain de rivalité et de confrontations entre puissances étrangères, au détriment de la stabilité et de l'unité des peuples de la région».

M. K.

ATTAF EST DEPUIS HIER À ADDIS-ABBEBA

Intense activité pour la diplomatie algérienne

Dans une conjoncture marquée par de fortes tensions à l'échelle régionale et mondiale, le chef de la diplomatie algérienne, Ahmed Attaf, multiplie les rencontres avec ses homologues en Afrique et en dehors du continent. Le ministre des Affaires étrangères s'est rendu hier à Addis-Abeba, en Éthiopie. «Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, est arrivé, samedi, à Addis-Abeba pour une visite officielle en République démocratique fédérale d'Éthiopie, pays frère», a annoncé hier le MAE dans un communiqué. Attaf coprésidera avec son homologue éthiopien M. Gedion Timothewos les travaux de la 5e session de la commission mixte algéro-éthiopienne prévue dimanche. Cette session sera «l'occasion d'enrichir le cadre juridique régissant les relations algéro-éthiopiennes et de définir de nouveaux objec-

tifs et activités de coopération dans les domaines et secteurs prioritaires pour les deux pays». La même source nous apprend qu'Attaf participera, mardi prochain à Addis-Abeba, aux travaux de la 24e session extraordinaire du Conseil exécutif qui sera consacrée au parachèvement des élections concernant les sièges et postes vacants au niveau des organes de l'UA. Le ministre des Affaires étrangères a eu, samedi, en marge de sa participation au Forum diplomatique d'Antalya en Turquie, des entretiens avec le Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et des Expatriés de l'État de Palestine, M. Muhammad Mustafa. Les deux parties ont passé en revue «les graves développements» que connaît la question palestinienne. Une occasion pour l'Algérie de «réaffirmer son soutien constant aux frères palestiniens à tous les niveaux». Attaf avait rencontré, le même jour à Antalya, ses homologues du Soudan, du Venezuela, du Yémen et de Bosnie-Herzégovine. Les

entretiens ont porté notamment sur la résolution des problèmes politiques que connaissent certains de ces pays et sur le renforcement de la coopération économique en ce qui concerne le Venezuela et la Bosnie-Herzégovine. En fin de semaine passée, le chef de la diplomatie algérienne s'était rendu à Tunis, où il a été reçu par le président M. Kais Saïed. Ahmed Attaf a déclaré, depuis la Tunisie, que «la situation aux niveaux régional, continental et international n'augure rien de bon». Il a expliqué que : «le système des relations internationales contemporaines, dans ses volets politique et économique, connaît un délitement préoccupant, devant le mépris croissant des règles et lois internationales, la neutralisation du rôle des organisations internationales dont les Nations unies et les coups subis par le multilatéralisme face à la recrudescence de l'unilatéralisme, de la loi du plus fort et du non-droit».

M. M.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

LES GRANDES QUESTIONS ÉCONOMIQUES DE L'HEURE ABORDÉES AU CIC

Le président Tebboune à l'écoute des chefs d'entreprises

Le patronat algérien, sous la bannière du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), organise aujourd'hui au centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal les deuxièmes rencontres avec le président de la République Abdelmadjid Tebboune.

Merouane Korsou



Dans la perspective de nouvelles orientations quant à la conduite des réformes et au développement de la sphère économique, dont l'industrie, l'agriculture, les investissements et les services, le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) organise aujourd'hui au CIC les deuxièmes rencontres avec le chef de l'État. Annoncée par le CREA, ce forum national entre le chef de l'État et les opérateurs économiques sera une occasion de faire le point pour les décideurs, politiques et économiques, de ce qui a été réalisé depuis la 1^{re} rencontre en 2023. C'est sous le slogan «l'année 2025, année du succès économique» que le CREA organise ce dimanche la rencontre entre le président Tebboune et les opérateurs économiques affiliés à l'organisation. Dans un communiqué, l'organisation dirigée par M. Kamel Moula indique que «le CREA a le grand honneur d'organiser la deuxième rencontre de Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, avec les opérateurs économiques du pays». Qualifiant ce rendez-vous d'«événement majeur», le CREA souligne que cette rencontre participera «au renforcement de la confiance entre le plus haut sommet de l'État et les chefs d'entreprise». 'C'est également la démonstration que le chef de l'État considère les acteurs (économiques) comme des éléments moteurs de la relance économique», poursuit le communiqué du

CREA, qui a rappelé «les réformes engagées en application des orientations du chef de l'État, dont celles annoncées lors de la première rencontre en 2023, qui confortent que son approche volontariste et déterminée du développement économique est une réponse adaptée à notre contexte national au regard des bouleversements mondiaux». C'est dire les attentes des milieux économiques locaux de cette seconde rencontre entre les opérateurs algériens et le chef de l'État autour de sujets et de préoccupations majeures liées à l'investissement, à l'industrie, aux projets à forte valeur ajoutée pour l'économie nationale. Cette seconde rencontre entre le président Tebboune et les opérateurs économiques affiliés au CREA sera par ailleurs une opportunité pour faire le point sur les difficultés des investisseurs, les points de blocage des grands projets de développement envisagés par les opérateurs économiques et les perspectives globales de l'investissement créateur de richesse dans le pays. Les avancées enregistrées dans le secteur économique depuis la rencontre de 2023 seront très certainement exposées durant cette rencontre du 13 avril 2025 à travers les réformes mises en place par le président Tebboune. Pour le CREA, ces réformes ont fait que «le pays avance à un rythme soutenu, concret, et les premiers résultats s'annoncent très positifs tant en termes de création de nouveaux emplois

que de nouveaux investissements». Comme il est attendu par les opérateurs économiques, lors de cette rencontre, de nouvelles orientations du Président Tebboune. Et, à ce titre, il y a lieu de relever l'intérêt qu'accorde le président de la République à l'économie et à son développement, et au CREA, comme en témoigne l'audience qu'il avait accordée en 2024 à M. Kamel Moula, qui a été félicité ainsi que son organisation pour son rôle dans l'édification de l'économie nationale. Et, au-delà du CREA, le Président de la République avait stimulé et encouragé les opérateurs économiques à aller de l'avant dans le développement de l'économie nationale. Le bilan des investissements créateurs de richesses et de postes d'emploi sera par ailleurs au menu de cette rencontre à travers les données de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), qui a enregistré plus de 700 projets d'investissement depuis le début de 2025, soit une valeur de plus de 889 milliards de DA, avait indiqué le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache. Et, à la faveur du retour de la confiance des opérateurs et des soutiens multiformes de l'État et de l'intérêt personnel du président Tebboune, le patron de l'AAPI prévoit une hausse du nombre des projets d'investissements, dopés également par l'amélioration du climat des affaires en Algérie.

M. K.

CONVENTION SIGNÉE ENTRE L'ORGM ET LE PROFESSEUR KARIM ZAGHIB

Un partenariat stratégique pour bâtir une filière lithium intégrée et souveraine

Aïda Mouni

Dans un geste fort marquant l'ambition algérienne de s'imposer sur le marché stratégique des technologies vertes, une convention de partenariat a été signée hier entre l'Office national de la recherche géologique et minière (ORGM), représentant du groupe industriel minier Sonarem, et le professeur Karim Zaghieb, éminent chercheur internationalement reconnu dans le domaine du stockage et de la conversion d'énergie. La cérémonie s'est tenue en présence de plusieurs hauts responsables de l'État, dont Karima Tafer, secrétaire d'État chargée des Mines, Nouredine Yassa, secrétaire d'État chargé des Énergies renouvelables, ainsi que Belkacem Soltani, PDG de Sonarem. Ce mémorandum de coopération vise la mise en œuvre d'un projet intégré autour de la valorisation des ressources nationales (notamment le lithium, le fer et le phosphate) pour déboucher sur la production locale de cellules de batteries LFP (lithium-fer-phosphate), conformes aux standards internationaux. L'objectif est de maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur, du minerai brut à la technologie de pointe, et d'inscrire l'Algérie dans le cercle restreint des nations capables de produire leurs

propres solutions énergétiques. Le partenariat s'articulera en quatre phases principales : la création d'une unité dédiée exclusivement à la gestion du projet lithium, la conclusion d'un contrat de conseil avec le professeur Karim Zaghieb, définissant un périmètre de travail, des objectifs clairs et un calendrier de mise en œuvre rigoureux, la réalisation d'études de faisabilité technique, économique et environnementale, incluant en particulier les unités de traitement du phosphate extrait de la mine de Jebel El Onk, située dans la wilaya de Tébessa, enfin, le lancement de la fabrication industrielle des matériaux actifs, en particulier les cathodes LFP, tout en structurant une chaîne industrielle complète autour des batteries, dans le respect des normes environnementales et de la valorisation des coproduits. Lors de son intervention, le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a salué une avancée décisive pour l'indépendance énergétique du pays. Il a affirmé que ce partenariat illustre la volonté de l'État de fonder une industrie nationale sur des bases scientifiques solides, à travers des collaborations de haut niveau avec des compétences algériennes établies à l'étranger. «Ce projet s'inscrit dans la vision gouvernementale de souveraine-

té énergétique et de transition vers une économie verte et durable», a-t-il insisté. De son côté, le professeur Karim Zaghieb (reçu récemment par le président Abdelmadjid Tebboune) a exprimé son enthousiasme à contribuer à cette «ambitieuse entreprise nationale». Il a insisté sur la nécessité d'investir dans la formation, mais aussi dans la création d'un tissu industriel capable de rivaliser à l'échelle régionale et internationale. Quant à Belkacem Soltani, le PDG de Sonarem, il a décrit ce mémorandum comme une «étape qualitative» vers la mise en place d'une véritable base industrielle dédiée à la fabrication de batteries. Il a réaffirmé l'engagement total du groupe à accompagner toutes les étapes du projet, à travers la mobilisation de ses ressources humaines et logistiques, et le renforcement des synergies avec les partenaires industriels. Avec un potentiel estimé à plus de 50 000 emplois directs, selon les projections évoquées par le Pr. Zaghieb, ce projet représente bien plus qu'une initiative industrielle. Il marque une étape importante dans la volonté de l'Algérie de développer une filière technologique souveraine, tournée vers l'avenir, en s'appuyant sur ses ressources naturelles et ses compétences nationales.

A. M.

ÉDITORIAL L'EXPRESS

UN SECTEUR QUI COMPTE

PAR: HAKIM H.

Ces dernières années, l'Algérie a affiché un dynamisme économique particulier, comme en témoignent les bons indicateurs enregistrés, qui sont le résultat des réformes lancées en 2020. Le secteur privé, qui domine le tissu économique, a largement contribué à ce dynamisme qui a fait de l'Algérie un acteur clé sur la scène économique régionale et internationale ces dernières années. Il faut se rappeler que, sous l'ancien régime, le secteur privé était marqué par une logique de gain facile ; cependant, il a progressivement repris son rôle de soutien et de complément au secteur étatique. Stigmatisé et jugé naguère comme un secteur prédateur, champion de la surfacturation et du détournement des devises vers l'étranger, le secteur privé commence à prendre progressivement mais sûrement la place qui lui revient dans l'économie nationale en adoptant des stratégies et des pratiques économiques et patriotiques, dans l'intérêt du pays et des citoyens. Le brouhaha provoqué par la cohorte d'opérateurs privés comparissant devant les juges pour répondre de leurs méfaits à l'économie nationale est désormais lointain. Le socle législatif de la moralisation de la vie des affaires mis en place ces dernières années a contribué à l'amélioration significative du climat d'investissement dans le pays. Le tissu entrepreneurial a connu une expansion remarquable au cours de ces cinq dernières années. Selon les chiffres avancés par le ministère du Commerce, l'Algérie comptait 1 655 656 entreprises de production et de services inscrites au registre du commerce à la fin de 2024. La mise en place d'un cadre transparent propice aux affaires et à la création d'entreprises a permis de donner un nouvel élan au développement économique et à la promotion de l'investissement productif. Que ce soit du côté de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), créée en 2022 dans le sillage de la promulgation de la nouvelle loi régissant l'investissement, ou du côté des start-ups, les chiffres sont éloquentes. L'écosystème des entreprises et des start-ups est fortement stimulé, donnant ainsi des ailes au secteur privé qui se retrouve ainsi en pleine expansion. La rencontre aujourd'hui du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avec les opérateurs économiques témoigne de cette volonté de promouvoir l'investissement et de dynamiser les exportations hors hydrocarbures, mais également de la confiance qui existe désormais entre le plus haut sommet de l'État et les chefs d'entreprise.

H. H.

UN ACQUIS SOCIOÉCONOMIQUE
POUR LA RÉGION

Remise en service de la cimenterie de Timegtane

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a procédé, hier, à Adrar, à la remise en service de la cimenterie de Timegtane, dans la wilaya d'Adrar, relevant du groupe des ciments d'Algérie Gica. Des efforts louables ont été fournis par le groupe Gica et les entreprises publiques, dans des conditions «difficiles» et «complexes», pour le redémarrage intégral de cette cimenterie, selon les standards requis, a affirmé le ministre lors de l'opération de redémarrage de cette structure, après l'inspection de certaines de ses installations. Après avoir pris connaissance du processus de production de sacs de ciment, Ghrieb a indiqué que «le redémarrage de cette structure, en un laps de temps ne dépassant pas un mois, reflète la forte volonté des hautes instances du pays de relever le défi et de relancer cette entité économique au service du développement local et national». «Cette cimenterie constitue un acquis socioéconomique pour la région», a souligné le ministre, évoquant l'engagement des pouvoirs publics à réintégrer l'ensemble des cadres ayant travaillé dans cette installation. Ghrieb a également appelé à la nécessité de préserver cet acquis, avant de faire état de la mise en service, dans les prochains jours, de la seconde ligne de production. Selon les explications fournies, des préparatifs sont entrepris pour mettre en service, dans les prochains jours, la seconde ligne de production d'une capacité de 1,5 million de tonnes/an de ciment, après avoir démarré avec une seule ligne de production d'une capacité d'un (1) million de tonnes/an. Au terme de sa visite dans la wilaya, le ministre de l'Industrie a procédé à la pose de la première pierre de réalisation d'une station-service, au niveau de l'intersection menant à la cimenterie qui, elle-même, jouxte la route Adrar-Aoulef.

TAXES DE DOUANE TRUMP

La Chine prend la défense des pays pauvres

Le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, a déclaré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) que les droits de douane américains infligeront «de graves préjudices» aux pays pauvres, selon un communiqué du ministère publié hier. Ils «pourraient même déclencher une crise humanitaire», a-t-il averti dans un entretien téléphonique vendredi avec le directeur général de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala. Dans cette guerre commerciale ouverte entre les deux premières puissances économiques, Pékin a annoncé vendredi porter ses droits de douane sur l'ensemble des produits américains entrant dans son territoire à 125 %, une mesure prenant effet samedi. Une riposte à la surtaxe monumentale de 145 % imposée par Washington – soit 125 % s'ajoutant à des droits de douane de 20 % préexistants – sur les produits chinois entrant aux États-Unis. Mais la Chine a indiqué qu'elle ignorerait tout nouveau prélèvement par le président américain Donald Trump car, selon Pékin, «à ce niveau», «les produits américains exportés vers la Chine ne sont plus viables sur le marché» chinois. La Chine a également annoncé qu'elle déposerait une plainte auprès de l'OMC à propos de cette dernière série de taxes. Après une semaine de chaos sur les marchés, Pékin a qualifié la politique de la corde raide de Donald Trump de «farce» et de «jeu de chiffres». La riposte de Pékin a déclenché une nouvelle volatilité sur les marchés, avec des actions jouant aux montagnes russes, des prix de l'or en hausse et le marché de la dette américaine sous pression.

UNIVERSITÉ ALGÉRIENNE

L'excellence est encore au rendez-vous

C'est une étape décisive que vient de franchir l'Algérie dans la course à la souveraineté technologique. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Pr Kamel Baddari, a officiellement annoncé l'achèvement de la conception de la toute première puce électronique algérienne, entièrement développée par des compétences nationales.

Karima Baba Aissa

Une avancée stratégique qui, si elle tient ses promesses, pourrait marquer un tournant dans l'histoire industrielle du pays. Le prototype, d'une surface d'un millimètre carré, a été conçu au Centre national de développement des technologies avancées (CDTA), basé à Baba Hassen. Ce microcomposant, minuscule par la taille mais colossal par sa portée, symbolise l'irruption de l'Algérie dans le cercle « restreint » des pays capables de concevoir leurs propres semi-conducteurs. À l'heure où les enjeux liés aux technologies numériques et à la cybersécurité ne cessent de croître, cette annonce intervient comme un signal fort d'une volonté politique de rattraper le retard technologique accumulé. La phase de production sera lancée dans un premier temps à Taïwan, épicerie mondiale de la fabrication de puces, afin de permettre un premier déploiement tout en garantissant la qualité du processus. Mais l'ambition affichée par le gouvernement est claire : rapatrier cette production en Algérie d'ici deux ans au plus tard, une fois la maîtrise des technologies de fabrication acquise. La fabrication locale sera assurée par l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE), en partenariat avec le CDTA, selon les termes d'une convention signée récemment entre les deux entités. Lors de sa visite au CDTA, le Pr Baddari a également inauguré une nouvelle filiale bap-



tisée « CDTA Expertise », qui aura pour mission de valoriser le savoir-faire local dans le domaine des technologies de pointe. Le ministre a aussi pris part à une démonstration du développement d'un transistor, élément clé de toute architecture électronique, et visité la plateforme dédiée à la fabrication en microéchelle, soulignant l'importance d'un écosystème intégré pour accompagner cette révolution silencieuse. Une deuxième convention a

été conclue avec la Société d'automatisation et de monétique (SATIM), en vue de renforcer la sécurisation du réseau national de monétique, infrastructure névralgique pour le système bancaire algérien. La signature de ces accords s'est déroulée en présence de représentants des ministères des Finances, de l'Industrie, des Produits pharmaceutiques, ainsi que du Travail et de la Sécurité sociale, autant de secteurs concernés par la numérisa-

tion et la protection des données sensibles. Cette « initiative » s'inscrit dans une dynamique plus large portée par les pouvoirs publics, visant à développer un tissu industriel national adossé à la recherche scientifique. En misant sur les semi-conducteurs, l'Algérie joue une carte maîtresse dans la bataille pour l'indépendance technologique, avec pour mot d'ordre : concevoir ici, fabriquer ici, sécuriser ici.

K. B. A.

IMPORTATION DE MOUTONS POUR L'AÏD

Le gouvernement s'attelle à la tâche



Youcef Cherfa a présidé, hier, une réunion de la Commission nationale chargée de l'importation des moutons de l'Aïd et de l'encadrement de leur distribution. La rencontre organisée au siège du ministère a permis de présenter le plan initial de gestion de l'opération, qui s'étend de l'arrivée des navires trans-

portant les troupeaux au niveau des ports aménagés jusqu'à la mise à disposition des bêtes dans les points de vente directe répartis à travers les différentes wilayas du pays. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, publié hier. Ont pris part à cette réunion, les secrétaires généraux des ministères concernés (Intérieur, Finances, Transports, Industrie, Travail, et Commerce), ainsi que des représentants de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale, des Douanes, les directeurs des services agricoles des wilayas d'Alger, Blida, Bouira et Boumerdès, en plus des responsables des entreprises économiques impliquées dans cette opération. À cette occasion, les participants ont évoqué le plan opérationnel détaillé, notamment la chronologie des opérations d'importation, les dispositions logistiques liées à l'accueil et au transfert des troupeaux vers les structures de quarantaine, ainsi que l'organisation des points de vente identifiés par les services de wilaya, avec un encadrement sanitaire et sécuritaire rigoureux. Cherfa a instruit la mise en place d'un comité technique restreint réunissant l'ensemble des secteurs concernés, en vue de fixer les quotas de distribution par wilaya, d'arrêter les modalités pratiques de fonctionnement des points de vente et de définir la date de lancement officiel de la vente des moutons au profit des citoyens. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la stratégie du gouvernement visant à garantir l'approvisionnement du marché national en bétail à l'occasion de l'Aïd el-Adha, dans des conditions sanitaires et sécuritaires optimales.

Y.B.

ABDERREZAK DOURARI, DIRECTEUR DU CENTRE NATIONAL PÉDAGOGIQUE ET LINGUISTIQUE POUR L'ENSEIGNEMENT DE TAMAZIGHT :

«Il faut revenir à l'enseignement des langues maternelles»

Professeur des universités en sciences du langage et directeur du Centre national pédagogique et linguistique pour l'enseignement de tamazight, Rachid Dourai fait part, dans cet entretien, des difficultés auxquelles est confronté l'enseignement de tamazight en Algérie. Il considère que «l'idée d'une seule langue pour des locuteurs différenciés, sur un territoire aussi vaste, est utopique et irréaliste».

Propos recueillis par Meriem Kaci

L'EXPRESS : VOUS ÊTES À LA TÊTE DU CENTRE NATIONAL PÉDAGOGIQUE ET LINGUISTIQUE POUR L'ENSEIGNEMENT DE TAMAZIGHT (CNPLET) DEPUIS 2005. QUEL BILAN FAITES-VOUS DES ACTIVITÉS DU CENTRE ?

Le CNPLET a été créé par un décret exécutif en décembre 2003. Un an plus tard, j'ai été installé à sa tête. Avant de parler du bilan du centre, vous devriez savoir que le CNPLET a le statut juridique d'établissement public à caractère administratif (EPA), ce qui l'empêche de recruter des chercheurs. Comme je souhaitais avoir des chercheurs, j'ai signalé ce problème au ministère de l'Éducation nationale et même à des amis qui étaient au plus haut niveau de l'État. Suite à leur demande, j'ai corrigé le statut du centre pour l'adapter à ses missions, mais le statut n'est jamais sorti. Donc, le centre en tant qu'institution de recherche est quasiment bloqué depuis sa création. Dans le centre, il n'y a aucun chercheur organique (sur les 12 prévus), il n'y a que le directeur qui est chercheur. En 2007, nous avons demandé sa transformation en académie pour la langue et la culture amazighe. En 2008, nous avons obtenu cette possibilité et proposé un statut pour l'Académie, qui est passé au conseil du gouvernement, qui l'a adoptée. Ensuite, il a été déprogrammé à deux reprises par le Conseil des ministres. Jusqu'à aujourd'hui, le centre a fonctionné grâce à l'aide de chercheurs associés qui veulent enrichir leur CV. Et nous travaillons avec eux pour qu'on produise de la recherche. S'agissant du bilan du Cnplet, qui a pour mission de réaliser des études sur le tamazight, il a initié et réalisé un travail sur un ensemble de thématiques et de questions liées à la normalisation, aux méthodes d'enseignement du tamazight, à la dictionnaire électronique et à la standardisation, selon les méthodologies connues dans les sciences du langage. Le centre a travaillé aussi sur l'intégration des langues maternelles algériennes, dans le cadre de la politique linguistique de l'Etat algérien, qui a décrété le tamazight langue nationale en 2002 et officielle en 2016, ainsi que sur la manière de gérer le multilinguisme, nécessairement accompagné par le multiculturalisme. En effet, chacune des variétés renvoie non seulement à une norme linguistique particulière, mais en même temps à une vision culturelle particulière. Il ne faut pas oublier qu'au-delà de la variation linguistique et culturelle dans la société algérienne, nous avons l'unité nationale réelle. Un fait que j'ai explicité dans mon ouvrage intitulé «Culture nationale, cultures populaires», publié en 2002 aux éditions l'Harmattan.

Le CNPLET a également réussi, grâce à des efforts surhumains, à publier une revue scientifique «TIMSAL n Tamazight» qui est très appréciable, et dans laquelle nous avons traité toutes les questions fondamentales liées à la notion de la norme à enseigner, et comment prendre en charge le tamazight dans l'école. Nous avons abordé des problématiques nécessaires pour l'avancement de tamazight, d'un point de vue méthodologique et de la recherche structurale.

Ce qui est positif dans le travail réalisé par le Centre est que nous avons permis aux chercheurs dans ce domaine, qui ont publié des articles dans cette revue, d'aborder les problématiques modernes liées aux langues, à leur normalisation et aux méthodologies modernes.

CERTAINS PRIVILÉGIENT LA STANDARDISATION DE TAMAZIGHT ...

C'est une posture généreuse initiée notamment par Mouloud Mammeri, mais qui est fautive du point de vue des théories linguistiques. Dans ses deux ouvrages, Amawal n Tamazight (lexique de tamazight) et Tajerrumt n tamazight (grammaire berbère), Mouloud Mammeri avait pour objectif de faciliter la communication berbérophone à l'échelle maghrébine et de permettre à tous ses locuteurs différenciés de s'exprimer dans la même langue qui s'appellerait «tamazight». Une démarche erronée qui lui a valu des critiques acerbes de la part de spécialistes. Linguistiquement, l'idée d'une seule langue pour des locuteurs différenciés sur un territoire aussi vaste est utopique et irréaliste. Le recueil de tamazight n'a toujours pas été fait. Partant d'une idéologie homogénéisante, les centres de recherches et départements de langue et culture amazighes continuent de fabriquer une langue artificielle soi-disant unifiée. L'effet pervers d'une telle posture est d'arriver à une langue que personne ne comprend et qui serait gérée uniquement par un petit groupe «sectaire» qui produit une langue artificielle et la fait reproduire par leurs étudiants dans le domaine de la recherche. Et ce n'est qu'à partir de 2014 que les enseignants et chercheurs ont commencé à comprendre que la méthode qu'ils devraient préconiser est de constituer une base lexicale générale, un corpus de la langue selon les variétés, et de faire tout le travail de néologie nécessaire à partir de ce corpus et de la réalité de la langue. Il ne faut pas oublier, pour comparaison, que jusqu'à aujourd'hui, des langues qui ont des siècles d'évolution continuent à constituer le corpus national de la langue (le français et l'anglais).

DONC LE CNPLET NE COLLABORE PAS AVEC LES DÉPARTEMENTS DE LANGUE ET CULTURE AMAZIGHE ?

La collaboration est individuelle. Quand on publie une problématique et fait appel à communication pour un colloque international ou pour la revue du Centre, des chercheurs et enseignants nous saisissent à titre individuel. Nous avons réussi à les intéresser aux problématiques nécessaires pour le développement de la langue. Nous espérons que le tamazight soit retiré de la manipulation idéologique et pris en charge par une académie scientifique de haut niveau, pour éviter les dérives identitaires.

QUELLE MÉTHODE PRÉCONISEZ-VOUS POUR L'ENSEIGNEMENT DU TAMAZIGHT ?

Le tamazight est une langue artificielle qui a servi aux militants pour s'affirmer et

pour affirmer la quête identitaire de l'amazighité, mais elle commence à poser problème même en Kabylie. Le tamazight (les variétés naturelles) était déjà déclassé ; là, il est doublement déclassé. Celui qui parle, par exemple, un kabyle naturel se trouve en position d'incompréhension par rapport à ce tamazight. On ne peut pas faire porter à tamazight, dans son état actuel, le savoir que peut porter la langue française ou anglaise...

Dans le système éducatif, il est nécessaire de revoir les textes avec lesquels on enseigne cette langue et de simplifier son écriture avec des manuels comprenant des textes authentiques. Maintenant que le tamazight entre dans le domaine officiel, on doit prendre des décisions, réfléchir sur l'action et faire des correctifs par rapport à cet enseignement. Il faut revenir à l'enseignement des langues maternelles.

EST-IL QUESTION DE CONFECTIONNER UN DICTIONNAIRE POUR AVOIR UN TAMAZIGHT «COMMUN» ?

Ce n'est pas possible qu'on fasse un dictionnaire commun. Aujourd'hui, il faut faire un dictionnaire pour chaque variété. Une fois toutes ces variétés recueillies, il fera l'objet d'une étude de normalisation.

Il peut être commun d'une certaine façon, car l'informatique permet de faire un dictionnaire multilingue à plusieurs entrées. Pour le même terme, on prend une langue comme base de référence pour laquelle on établira des entrées, avec une possibilité de voir son équivalent dans les autres variétés ; mais il nous faut d'abord un corpus de chacune des variétés. Pour le moment,

aucun institut ou centre de recherche n'a produit un seul corpus alors qu'ils ont les moyens de le faire, des chercheurs et étudiants chercheurs. Au lieu de rêver de faire des mathématiques en tamazight (ce n'est pas impossible en soi), il est plus utile de recueillir les corpus de langue dans chacune des variétés, d'établir leurs bases lexicales et ensuite d'en venir à leur développement. Ça sera un dictionnaire commun. À la base, il est multiple pour l'utilisateur qui a une possibilité d'accès à toutes les variétés par n'importe quelle entrée de n'importe quelle variété. Nous devons faire un corpus de la langue amazighe entre dictionnaire ancien, actuel, production néologique faite dans les universités et réunir le maximum de données ; puis faire un grand corpus sur lequel les académiciens vont travailler pour produire des dictionnaires et les valider. Une fois que nous avons des corpus des variétés de tamazight, on fait des dictionnaires et enfin, on essaie de dégager des points communs.

Il faut savoir qu'aucune langue n'est pure. Les influences entre les langues sont naturelles. La pureté des langues comme la pureté des races n'existe pas. Et quand un mot entre dans notre habitus linguistique, il ne faut pas l'exclure, surtout ceux ayant une consonance amazighe.

SELON VOUS, QUEL EST LE CARACTÈRE DE TRANSCRIPTION QUI CONVIENT LE MIEUX À L'ENSEIGNEMENT DU TAMAZIGHT ?

On a fait de quelque chose de subsidiaire et de marginal un point d'achoppement crucial. Le caractère de transcription est important seulement au niveau symbolique. Toutes les langues peuvent s'écrire dans n'importe quel caractère, car ce n'est pas le caractère qui définit une langue.

Et enseigner et écrire le tamazight dans les trois graphies ou dans une autre graphie ne gêne aucunement le linguiste, pour faire son travail correctement. Les linguistes ne travaillent jamais sur le caractère mais sur l'alphabet phonétique international (API).

M.K.A.



Pétrole : les prix repartent à la hausse

Les cours du pétrole ont pris de la vitesse vendredi, après une semaine particulièrement mouvementée, poussés par la pression exercée par les États-Unis contre l'Iran, qui pourrait avoir un impact important sur l'offre de brut. Selon l'AFP, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, a accéléré de 2,26 % à 64,76 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mai, a progressé de 2,38% à 61,50 dollars. Principal facteur hausier du jour : «l'Iran est de nouveau dans le collimateur» des Américains, commente auprès de l'AFP John Kilduff, d'Again Capital. Toujours selon l'AFP, l'Iran a affirmé vendredi rechercher un accord «sérieux et équitable» avec les États-Unis sur le programme nucléaire iranien, à la veille de pourparlers entre les deux pays ennemis à Oman.

Ces discussions se tiennent malgré les menaces du président américain, Donald Trump, de recourir à l'option militaire en cas d'échec et de nouvelles sanctions américaines visant le programme nucléaire et le secteur pétrolier iraniens. Le ministre américain de l'Énergie, Chris Wright, a par ailleurs déclaré vendredi que les États-Unis pourraient bloquer les exportations de pétrole de l'Iran afin de faire pression sur Téhéran au sujet de son programme nucléaire, a rapporté l'agence Reuters.

L'Iran était le neuvième producteur mondial de brut en 2023, selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), et possède les troisièmes réserves prouvées derrière le Venezuela et l'Arabie saoudite. En outre, M. Trump menace tout pays acheteur de pétrole vénézuélien



d'une augmentation de 25 % des droits de douane pour toutes ses marchandises exportées vers les États-Unis.

«S'ils suppriment les exportations iraniennes et s'ils cherchent à réduire les exportations vénézuéliennes, (...) le paysage du pétrole brut devient tout à fait différent», estime M. Kilduff. «Nous aurons perdu tellement d'offres que tout ralentissement de la demande généré par les droits de douane sera plus que compensé par ces barils perdus», ajoute-t-il. Le marché garde en effet un œil attentif sur les dernières évolutions après que Trump a lancé son offensive commerciale mondiale.

Dernier épisode en date : la Chine a annoncé vendredi qu'elle porterait ses droits de douane supplémentaires sur les produits américains à 125 %, en réaction au relèvement à 145 % imposé par la Maison Blanche cette semaine sur ses importations. La question est de savoir si cette guerre commerciale à l'échelle mondiale «va ralentir l'économie à un point tel que la demande de pétrole sera affectée de manière négative», conclut M. Kilduff.

COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES NATURELS

La société luxembourgeoise ZINZINO compte s'implanter en Algérie

En marge de la participation de la confédération algérienne du patronat (CAP) au salon Djazagro 2025, M. Bouzid Tahar, président national de la confédération, a reçu au siège de l'organisation messieurs Mounir Gaouar et Antonello Fresu, respectivement président de l'association pour la coopération algéro-française ACFA et représentant de la société luxembourgeoise ZINZINO.



Inès B.

«A u cours de cette rencontre à laquelle ont participé, outre les membres du BEN, plusieurs chefs d'entreprises membres de la Confédération, les échanges ont porté essentiellement sur la possibilité de l'implantation de la société Zinzino dans notre pays. M. Fresu a fait une brève présentation de ce groupe spécialisé dans la fabrication et la production de compléments alimentaires naturels», indique la CAP dans sa page Facebook. M. Mounir Gaouar a de son côté fait plusieurs propositions aux membres présents pour des partenariats bilatéraux dans les secteurs suivants : tourisme thermal, torréfaction du café (société Codefa), agriculture, etc...

Zinzino est l'une des entreprises scandinaves de vente directe connaissant la croissance la plus rapide. Nous poursuivons une expansion internationale constante depuis dix ans et sommes actuellement présents sur 99 marchés. Nous avons acquis des actifs de l'entreprise de nutrition luxembourgeoise Xelliss et du producteur d'huile d'olive chypriote Cleanthi. Notre approche holistique de la santé et du bien-être en général a été renforcée par le lancement de Collagen Boozt, une nutrition cutanée avancée. Notre clientèle s'étend désormais sur plus de 44 pays et quatre continents. Le 11 avril 2025, Zinzino a annoncé avoir acquis les droits sur la base de données des distributeurs de Valentus Global, société de vente directe basée

aux États-Unis et au Royaume-Uni, ainsi que sur les dossiers clients, les stocks et les droits de propriété intellectuelle associés, par le biais d'un achat d'actifs. Il s'agit d'une nouvelle étape stratégique importante dans le plan de croissance de Zinzino, qui vise à améliorer la santé et le bien-être des personnes à l'échelle mondiale grâce à des biotechnologies innovantes et à un portefeuille de produits innovants commercialisés en vente directe. Valentus Global Inc. est une société de vente directe basée dans le Delaware, aux États-Unis, dont la majeure partie des activités et des ventes se situe en Europe. Son portefeuille de marques propose une gamme de produits innovants dans les domaines du bien-être, de la nutrition et de la santé. Le

chiffre d'affaires du groupe Zinzino a augmenté de 60 % au premier trimestre 2025 par rapport à l'année précédente. En mars, le chiffre d'affaires de Zinzino a augmenté de 79 % pour atteindre 268,0 millions de SEK (149,7 millions). Les ventes externes de Faun Pharma ont diminué pour atteindre 7,1 millions de SEK (9,8 millions). Globalement, le chiffre d'affaires du Groupe a augmenté de 72 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 275,1 millions de SEK (159,5 millions). Le chiffre d'affaires du groupe a augmenté de 60 % au premier trimestre 2025 par rapport au premier trimestre de l'année dernière et s'est élevé à 725,9 (454,5) millions de SEK.

I. B.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les centres de recherche algériens conjuguent leurs efforts

Le centre de développement des énergies renouvelables (CDER) annonce la tenue de la première réunion du comité de pilotage et du groupe de travail, en charge de la mise en œuvre de la convention de partenariat entre le Centre national des technologies de production plus propres (CNTPP) et les centres de recherche du MESRS.

«La convention, signée en février 2025 entre le CNTPP relevant du ministère de l'Environnement et six établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) relevant de la DGRSDT, a pour objectif de créer un cadre structuré de collaboration et de partage d'expertises, en vue de soutenir la recherche appliquée et le développement de solutions écologiques destinées aux entreprises nationales», indique le CDER sur sa page officielle Facebook.

La convention de coopération porte sur la fixation des règles d'échange d'expertise entre six (06) centres de recherche

affiliés au MESRS et le Centre national des technologies de production plus propre (CNTPP), qui est sous la tutelle du ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie.

Le mémorandum d'entente porte sur la création d'un complexe économique, composé de 5 filiales, au niveau des centres de recherche affiliés au MESRS et au CNTPP.

Pour le ministère de l'Enseignement supérieur, cette coopération entre les deux secteurs tend à «renforcer le rôle économique de l'université et à raffermir sa relation avec son environnement socioéconomique, notamment concernant la protection de l'environnement».

De son côté, le ministère de l'environnement met en exergue l'importance de cette «coopération stratégique», à même de valoriser les produits de la recherche scientifique en matière de développement de l'environnement, et de permettre aux étudiants de transfor-

mer leurs projets innovants en micro-entreprises, en appui aux efforts nationaux, pour faire face aux défis environnementaux croissants, notamment à travers le renforcement des technologies propres».

Notons que le Centre national des technologies de production plus propres (CNTPP) est un établissement public à caractère industriel et commercial créé par décret exécutif n° 02-262 du 17 août 2002 dans le cadre des efforts déployés par le pays pour promouvoir le développement durable et relever les défis environnementaux. Le mandat du centre est de promouvoir l'utilisation de technologies et de pratiques plus propres dans divers secteurs, notamment l'industrie, l'agriculture et l'énergie.

Le CNTPP est une institution spécialisée qui œuvre à la promotion de l'adoption de technologies plus propres en Algérie. Le centre fournit une assistance technique, des formations et des services de

GESTION DES SERVICES BANCAIRES

La BNH se dote d'un nouveau système d'information

La Banque nationale de l'Habitat (BNH) a annoncé, hier, le lancement imminent d'un nouveau système d'information appelé Core banking system (CBS), dans le cadre de ses efforts visant à moderniser ses services et à améliorer ses capacités numériques.

Inès B.

Selon la radio algérienne, qui cite le dernier numéro du magazine spécialisé de la banque, «Al-Mouchaidoun», le nouveau système permettra une gestion complète de toutes les activités et services bancaires fournis aux clients, en utilisant des solutions technologiques intégrées et avancées.

Le directeur général de la banque, Ahmed Belayat, a souligné que le système CBS est un pilier stratégique du plan de transformation numérique de la banque, notant que «l'activation de ce système entraînera un changement qualitatif dans la gestion des opérations bancaires, garantissant rapidité, efficacité et sécurité dans les relations avec les clients et les partenaires». M. Belayat a qualifié le projet de «stratégie et complexe», nécessitant «des ressources humaines hautement qualifiées, une expertise technique et un suivi technologique minutieux», soulignant l'engagement de la banque à fournir toutes les ressources nécessaires pour assurer le succès de cette initiative. Dans le même contexte, le



centre de données de la Banque de l'habitat a reçu la certification mondiale Uptime Tier III Design fin février dernier. Il s'agit de la première certification de ce type décernée à une banque algérienne, marquant une avancée significative pour le secteur bancaire national. M. Belayat a expliqué que le

marché des logiciels bancaires de base connaît une croissance rapide, sa taille devant atteindre environ 19,9 milliards de dollars en 2025 et 59,6 milliards de dollars d'ici 2032, reflétant la tendance mondiale des banques à adopter des systèmes d'information innovants. De son côté, l'expert

financier et bancaire Mustafa Zerouali a souligné que «concevoir un système bancaire central fabriqué localement en Algérie est possible», appelant à un concours national avec un soutien financier important pour encourager les talents nationaux à développer ce type de système stratégique.

Les importations européennes de GNL augmenteront de 25 % en 2025



Bonne nouvelle pour les pays exportateurs de gaz comme l'Algérie. Les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) de l'Europe devraient augmenter d'un quart cette année, car le continent doit compenser la baisse de l'offre de gaz par gazoduc dans un contexte de hausse de la demande due aux conditions météorologiques, a déclaré l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

«Sur l'ensemble de l'année 2025, les importations européennes de GNL devraient augmenter de 25 %, soit environ 33 milliards de mètres cubes (mmc)», a indiqué l'AIE dans une mise à jour trimestrielle du marché du gaz, ajoutant que cela les rapprocherait de leurs plus hauts niveaux historiques. Cette augmentation sera due à la baisse de l'approvisionnement par gazoduc en provenance de Russie, à la hausse de la demande intérieure et des besoins d'injection dans les réservoirs, ainsi qu'à l'augmentation des exportations vers l'Ukraine, a ajouté l'AIE. Au cours des

trois premiers mois de l'année, les importations européennes de GNL ont augmenté de 23 %, soit plus de 9 milliards de m³, selon l'AIE. «Cela contraste fortement avec la baisse de près de 30 milliards de m³ en glissement annuel des importations européennes de GNL en 2024, illustrant l'évolution rapide de l'état du marché mondial du gaz», a déclaré l'AIE. Le stockage de gaz de l'Union européenne a terminé l'hiver avec seulement 35 milliards de m³ de gaz en stock, ce qui équivaut à un niveau de remplissage de 34 %, qu'il faudra remplir à 90 % avant l'hiver prochain. Par rapport à l'année dernière, cela signifie que le marché de l'UE devra injecter près de 20 milliards de m³, soit 50 % de plus que l'année dernière, d'ici au 1er novembre, selon les prévisions de l'AIE.

L'agence prévoit que la demande de gaz en Europe augmentera de 1,5 % par rapport à 2024, en raison de la hausse de la demande dans les secteurs rési-

dentiel et commercial, selon zonebourse. Toutefois, la demande de gaz pour la production d'électricité devrait diminuer de 10 % d'une année sur l'autre en raison de l'expansion continue des énergies renouvelables. La consommation de gaz industriel devrait diminuer jusqu'à la fin de l'année, car la hausse des prix du gaz devrait peser sur les industries à forte consommation de gaz et d'énergie, selon l'AIE. (Reportage de Nora Buli ; Rédaction de Kim Coghill)

Dans ce contexte, le gaz algérien devrait attirer de plus en plus d'importateurs européens.

D'ailleurs, en mars 2025, l'Algérie a retrouvé sa position de premier fournisseur de gaz naturel et de gaz naturel liquéfié (GNL) vers l'Espagne. Cette reprise intervient après un léger recul durant les deux premiers mois de l'année, au profit des États-Unis.

Selon les dernières données publiées par la plateforme spécialisée Attaqa, la part de l'Algérie dans les importations gazières espagnoles a atteint 33,4 %, ce qui correspond à un volume total de 12,21 térawattheures (TWh). Parmi ceux-ci, 9,51 TWh ont été acheminés par gazoduc sous forme de gaz naturel, et 2,70 TWh sous forme de GNL. Cette dernière catégorie marque le retour des livraisons algériennes de gaz liquéfié après une interruption de trois mois consécutifs.

Aussi, l'Italie a annoncé son intention d'augmenter ses volumes d'achat de gaz naturel algérien.

I.B.

L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE AGRONOMIQUE (ENSA)

Une bergerie intelligente pour la race ovine «El Hamra»

L'École nationale supérieure agronomique (ENSA) a lancé une bergerie high-tech à Alger, dédiée à la préservation de la race ovine «El Hamra» et à l'expérimentation de nouvelles technologies de suivi sanitaire du cheptel, a appris l'APS auprès de l'établissement.

Installée à proximité du département de production animale de l'école, cette structure accueille actuellement plus d'une cinquantaine de têtes (béliers, brebis et agneaux) de la race «El Hamra», fournis par l'Institut d'élevage de Saïda, partenaire historique dans la préservation de cette race menacée, a indiqué à l'APS le chef du département, Dr Mohamed Khalil Ghozlane.

La bergerie, fruit d'un partenariat entre l'ENSA et la start-up Pro-Checker, spécialisée dans les technologies d'identification animale, est dotée d'un système de gestion numérique basé sur des puces électroniques. Celles-ci permettent une identification individuelle de chaque bête et enregistrent des données sur l'âge, les antécédents sanitaires, la croissance et la généalogie.

«Ce système intelligent vise avant tout à améliorer le suivi sanitaire du troupeau en permettant des interventions précoces en cas de problème», a expliqué Dr Ghozlane, ajoutant que la géolocalisation intégrée permet aussi de cartographier la répartition de cette race autochtone.

Le projet s'inscrit dans une démarche plus large de préservation génétique. «L'objectif est de constituer un registre généalogique de la race +El Hamra+, en collaboration avec les autorités agricoles, pour faciliter sa conservation dans les régions où elle est historiquement présente, telles que Saïda, Machria, Naâma, Sidi Bel Abbès ou le sud de Tlemcen», a-t-il précisé.

Pour encourager les éleveurs à maintenir la pureté de la race, le Dr Ghozlane a suggéré la mise en place de primes financières, estimant que «ces incitations sont nécessaires pour éviter les croisements non maîtrisés et préserver la biodiversité ovine nationale».

La technologie déployée par Pro-Checker pourrait aussi bénéficier à d'autres races locales, comme «Ouled Djellal», «Rambi» ou «Tazegzawt». Elle permet notamment un suivi rigoureux de la santé animale et une traçabilité complète, a indiqué Bilal Loubar, directeur de la start-up.

«En cas de détection de maladie à l'abattoir, le système permet de retracer l'origine de l'animal et de réagir rapidement pour éviter toute propagation», a-t-il expliqué.

Les puces électroniques permettent également de lutter contre le vol de bétail. «Lors de contrôles, les forces de l'ordre peuvent identifier les animaux et vérifier leur provenance, ainsi que l'identité du propriétaire», a-t-il ajouté.

M. Loubar a plaidé pour l'adoption d'un cadre législatif plus strict, notamment l'obligation d'identifier les animaux dès la naissance, à l'image de pays comme la Nouvelle-Zélande, le Canada ou le Brésil. «La numérisation bien encadrée peut révolutionner la gestion du cheptel en Algérie et améliorer la productivité de la filière viande rouge», a-t-il conclu.

KHENCHELA

Des acteurs de la société civile et de la famille révolutionnaire rejettent tout acharnement contre l'Algérie

Des acteurs de la société civile et de la famille révolutionnaire de la wilaya de Khechela ont exprimé dans un communiqué leur rejet de tout acharnement et parti pris contre l'Algérie, réaffirmant leur soutien à l'Armée nationale populaire (ANP) et aux décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.



Des acteurs de la société civile "ont dénoncé et exprimé leur indignation face au parti pris dangereux contenu dans le communiqué émanant des putschistes au Mali et dans celui du Collège des Chefs d'Etat de la confédération des Etats du Sahel (AES), contenant de graves accusations dissimulant des tentatives visant à faire retourner l'opinion publique régionale contre l'Algérie, et à l'entraîner dans des contextes fabriqués qui ne s'accordent pas avec ses positions fermes et son engagement en faveur de la paix et de la sécurité internationales", ajoute le communiqué. "Les vaillants éléments de l'ANP ont déjoué, avec une haute performance une tentative de violation de l'espace aérien, après avoir détecté et abattu un drone ayant violé l'espace aérien algérien dans une tentative hostile flagrante et directe, avérée", ajoute le communiqué.

L'Algérie, qui s'est engagée, à travers son histoire politique et diplomatique au respect des principes de la légalité

internationale et de non ingérence dans les affaires internes des pays, "continue d'assumer son rôle pivot de médiateur fiable dans plusieurs crises régionales, en adoptant le principe de neutralité positive et de confiance établie", souligne le document, qui rappelle également le rôle important de l'Algérie dans des dossiers aussi complexes que le dossier malien, où elle n'a jamais cherché à "imposer des agendas ou s'ingérer dans la souveraineté nationale des pays, bien au contraire elle s'est érigée en pont de dialogue et en source de soutien politique, sécuritaire et de développement, loin de la logique de la polarisation, ce qui en a fait un médiateur respecté et un acteur acceptable dans plusieurs crises régionales et internationales". Ces associations ont affirmé par ailleurs que l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), et en tant qu'armée professionnelle, "est soucieuse d'accomplir ses missions constitutionnelles. Elle assume son rôle selon une

conviction purement défensive qui limite l'usage de la force à la défense de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale, préserve l'Algérie de toute implication dans des conflits extérieurs qui ne servent pas la paix régionale et internationale et œuvre sans relâche à éviter l'exacerbation des conflits servant les intérêts géopolitiques des forces d'ingérence au détriment des aspirations des peuples à la liberté, à la souveraineté et au développement global". Dans ce contexte, elles ont rappelé que l'Algérie "a mené une guerre totale contre le terrorisme et a payé un lourd tribut pour recouvrer sa sécurité et sa souveraineté. Cette expérience a donné lieu à une approche globale de lutte contre l'extrémisme violent", intégrant le traitement sécuritaire et les dimensions sociale, religieuse et de développement. L'Algérie propose aujourd'hui cette approche aux pays du voisinage dans le cadre du respect mutuel et de coopération sans conditions".

BÉCHAR

Plaidoyer pour des solutions innovantes en gestion hydrique

Les participants à une rencontre internationale ouverte vendredi soir à l'université Mohamed-Tahri de Béchar (UTMB) ont plaidé pour l'adoption de solutions innovantes et durables en matière de gestion des ressources hydriques et d'adaptation aux changements environnementaux. Pour les participants, dont des chercheurs, experts et cadres centraux, cette rencontre qui s'est tenue sous le thème "les ressources en eau les changements environnementaux", représente une opportunité d'explorer des solutions innovantes et durables pour la gestion des ressources hydriques et l'adaptation aux changements environnementaux. Elle offre un cadre propice à la mobilisation collective et au renforcement de la coopération entre les différentes parties prenantes, ont-ils souligné. Dans son allocution d'ouverture, le directeur général de la recherche scientifique et technologique au ministère de l'Enseignement supé-

rieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Bouhicha, a annoncé la création d'un réseau national thématique dédié à la recherche scientifique sur l'eau, visant à consolider la stratégie nationale pour la sécurité hydrique. Il a également réaffirmé l'engagement de son secteur à optimiser la gestion des ressources et à soutenir les efforts nationaux face aux changements climatiques.

De son côté, le représentant du ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mohamed Mouali, a rappelé l'adoption par l'Algérie d'un Plan national pour l'exercice 2020-2030, avec pour objectif une réduction de 22 % des émissions de gaz à effet de serre (GES). Ce plan, a-t-il poursuivi, intègre des mesures d'adaptation aux impacts climatiques et de préservation du développement durable. Cette rencontre de quatre jours comprendra un riche programme de conférences-débats, avec la

participation, des autorités locales, des cadres des secteurs de l'Hydraulique, de l'Environnement, des représentants de plusieurs organismes, de représentations diplomatiques (Japon, Tunisie, Koweït, Arabie Saoudite) et d'institutions internationales, à l'instar de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Algérie. Initiée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en coordination avec l'UTMB, cette rencontre a pour objectif de promouvoir un dialogue scientifique entre universitaires, experts nationaux et internationaux, et acteurs des secteurs de l'Hydraulique et de l'Environnement, tout en offrant une plateforme d'échanges pour améliorer la gestion durable de l'eau et s'adapter aux changements environnementaux, notamment dans le Sud-ouest du pays, selon les organisateurs.

TIARET

Une caravane médicale au profit des habitants de la commune de Sidi Hosni

Une caravane médicale de solidarité a été lancée, vendredi, au profit des habitants de la commune de Sidi Hosni (Tiaret), à l'initiative du Comité national du Croissant Rouge algérien (CRA), a-t-on constaté. Cette caravane, de deux jours, proposera des consultations médicales aux malades, avec diagnostics et fournitures de médicaments. Les cas urgents seront pris en charge dans l'un des quatre établissements hospitaliers participant à cette initiative, a indiqué à l'APS le président de la Commission de la santé du Bureau national du CRA, Mohamed Mehdi Belaouar, en marge de la cérémonie de lancement qui a eu lieu devant le siège de la wilaya et supervisée par le wali de Tiaret Saïd Khelil. Le convoi est composé de 24 médecins spécialistes dans dix spécialités, dont les pneumopathies, la dermatologie, la cardiologie, l'ophtalmologie, la santé maternelle et infantile, la pédiatrie et la chirurgie pédiatrique, entre autres, en plus de médecins généralistes des établissements hospitalo-universitaires d'Oran, d'Alger, de Sidi Bel Abbès et de Bliida. M. Belaouar a souligné que le Croissant Rouge algérien Commission de la santé met en œuvre un programme annuel qui comporte plusieurs caravanes de santé mensuelles au profit des habitants des wilayas intérieures et du sud, soulignant que la prochaine destination en mai sera la wilaya de Chlef, en plus de l'organisation de campagnes régulières de don de sang et de distribution de matériel médical et de médicaments aux malades.

SKIKDA

Lancement de travaux de modernisation des routes

Des travaux de modernisation et de renforcement de deux tronçons dédoublés des routes nationales n 44 et 44-AA, traversant les communes de Beni Bachir et Salah Bouchaour (Skikda) sur une distance totale de 11,3 km, viennent d'être lancés. Ces deux projets, répartis sur plusieurs lots, visent à moderniser et à réhabiliter les segments de routes endommagés et à supprimer les « points noirs » afin de « contribuer au renforcement du réseau routier national dans la wilaya de Skikda », a indiqué le chef du service de développement des infrastructures à la DTP, Amine Bouteghane. Cette action revêt, selon le même responsable, une « grande importance » dès lors que les deux tronçons pris en charge constituent « le principal accès vers le chef-lieu de wilaya » et « un important axe routier économique et touristique au regard du trafic automobile intense qui y est observé, notamment les véhicules légers durant la saison estivale, dont le nombre moyen atteint les 14.000 voitures, mais également les véhicules lourds se dirigeant vers la grande zone industrielle ou le port de Skikda ». Bouteghane a ajouté qu'une enveloppe de 832 millions de dinars, puisée des programmes sectoriels de l'exercice 2025, a été allouée à cette opération qui « devrait être achevée en juillet prochain ». Selon le chef du service des infrastructures de la DTP, les autorités de la wilaya ont insisté sur le respect, par les entreprises en charge de la réalisation, des délais contractuels et des normes qualité « afin de garantir le confort et la sécurité des usagers ».

LUTTE CONTRE LA MÉNINGITE

Les nouvelles recommandations de l'OMS

Des millions de décès dans le monde liés à la méningite pourraient être évités grâce aux nouvelles recommandations, publiées jeudi dernier par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), afin d'aider les pays les plus vulnérables à diagnostiquer et traiter cette maladie, particulièrement répandue en Afrique subsaharienne.

La méningite est une inflammation des méninges, des membranes qui entourent notre cerveau et la moelle épinière. «Le plus souvent, elle est causée par un virus. Ces méningites virales sont le plus souvent bénignes. Mais parfois, c'est une bactérie qui en est à l'origine. La méningite bactérienne est alors beaucoup plus grave, pouvant causer le décès ou d'importantes séquelles», alertent les experts. Elles nécessitent un traitement en urgence de la personne infectée et parfois de son entourage.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 2,5 millions de cas de méningite sont recensés chaque année dans le monde. Il faut savoir que n'importe qui peut être infecté par la méningite, quel que soit l'âge et le lieu de résidence des patients. Cette inflammation des tissus qui entourent le cerveau et la moelle épinière se transmet par les sécrétions respiratoires ou les gouttelettes lors d'un contact humain rapproché. L'infection est causée par une bactérie ou un virus et peut entraîner de graves séquelles, voire la mort.

«Toutes les familles qui ont eu un cas de méningite comprennent la peur que cette maladie peut engendrer», a affirmé la cheffe de l'équipe de l'OMS pour la méningite, Dre Marie-Pierre Preziosi, lors d'une conférence de presse pour le lancement des nouvelles directives au siège de l'agence, à Genève.

Si les pays à revenu faible ou intermédiaire sont les plus touchés, la «ceinture africaine de la méningite», qui regroupe 26 pays allant du Sénégal à l'Éthiopie, est la région qui compte le plus grand nombre de cas et d'épidémies.

Sous sa forme bactérienne, la plus grave, la méningite peut être mortelle dans l'espace de seulement 24 heures, avec une personne sur six qui décède des suites de l'infection.

LES SIGNES DE LA MALADIE

Les méningites bactériennes, plus rares, sont graves et doivent être prises en charge en urgence. Parmi les signes infectieux (fièvre, frissons, un syndrome méningé comportant violents maux de tête (céphalées), classiquement en casque, vomissements en jet, photophobie (éblouissement douloureux par la lumière, phonophobie (sons douloureux), raideur de nuque, constipation, parfois des troubles de la conscience : torpeur, obnubilation, voire coma profond d'emblée, éventuellement des taches rouge-violacées ou ecchymoses lors des méningites méningococciques.

Mais les signes ne sont pas toujours aussi typiques : «chez le nourrisson [et particulièrement



le nouveau-né] où toute altération brutale de l'état général doit faire évoquer le diagnostic et où le tableau clinique peut être dominé par une hypotonie (méningite dite à nuque molle) mise en évidence par la manœuvre de Lesage. Chez la personne âgée, la méningite peut se révéler par une confusion fébrile, c'est dire l'importance de la prise de température devant tout syndrome confusionnel à cet âge». De même, dans certains cas, des signes d'encéphalite s'ajoutent tels que somnolence, confusion, épilepsie, déficit sensitivo-moteur (paralysie ou paresthésie). On parle alors de méningo-encéphalite. Chez l'enfant, les symptômes chez les bébés se manifestent par un réveil difficile, une forte fièvre, une irritabilité, une perte d'appétit, un vomissement, des pleurs aigus ou gémissements, en particulier quand on le prend dans les bras, un teint pâle ou blafard, une fièvre, des maux de tête, une sensibilité à la lumière ainsi qu'une éruption de taches violacées ou ecchymoses et fontanelle tendue. Chez la personne âgée, les signes sont fréquemment absents ou présents à minima. Les symptômes pou-

vant faire évoquer une méningite chez les sujets âgés sont troubles du comportement, convulsions etcéphalées.

UNE PERSONNE SUR CINQ SOUFFRE DE SÉQUELLES

L'OMS indique qu'environ 20 % des personnes qui contractent la méningite bactérienne ont des séquelles allant du handicap à des atteintes neurologiques, parfois à vie.

Pour les éviter, la cheffe de l'unité cérébrale de l'OMS, Dre Tarun Dua, appelle à accorder une vigilance accrue à la couverture vaccinale.

Au nombre des séquelles de la maladie figure notamment la perte auditive, qui peut être particulièrement nocive pour les enfants dans le cadre de l'insertion à l'école.

Un traitement peut toutefois être mis en place pour garantir que l'enfant soit bien intégré à l'école et dans la société, à condition de détecter rapidement les symptômes, a précisé la Dre Dua.

Une campagne de vaccination contre la méningite a lieu à Bouaké, dans le centre de la Côte d'Ivoire, en 2021. Également présent à la conférence de presse, le Dr Lorenzo Pezzoli a

ajouté que la vaccination est un élément essentiel pour traiter la maladie.

Ce responsable de l'équipe chargée de la méningite et des maladies bactériennes épidémiques à l'OMS a précisé qu'un groupe de trois ou quatre cas, chez des écoliers, pouvait être endigué et traité avec des antibiotiques, à condition que les taux de vaccination soient élevés. Cependant, il a souligné que certains pays ne disposent pas des technologies nécessaires pour diagnostiquer la maladie, un procédé plus complexe que celui de la COVID-19. «Vous devez insérer une aiguille dans la colonne vertébrale et tester le liquide qui en sort», a expliqué le Dr Pezzoli. «Tous les systèmes de santé, tous les établissements de santé dans les pays de la ceinture de l'Afrique, n'ont pas cette capacité».

VACCINATION ET DIAGNOSTIC

Parmi les obstacles au diagnostic, le médecin cite notamment les crises et la perturbation du système de santé, des programmes de vaccination et de l'accès aux soins.

Les contextes dans lesquels «les gens ne peuvent pas obtenir le

traitement dont ils ont besoin le plus rapidement possible... sont des terrains fertiles pour les épidémies de méningite», a signalé le spécialiste en méningite. Les directives de l'OMS permettront à tous les pays de «savoir quoi faire et comment diagnostiquer la méningite le plus rapidement possible, et bien sûr comment la traiter et ensuite prendre soin de toutes les séquelles neurologiques», a expliqué le Dr Pezzoli.

Toutefois, la prévention demeure «la pièce la plus importante du puzzle», a-t-il affirmé le Dr Pezzoli, dont le fils de deux ans a déjà reçu son injection contre la méningite.

Les stratégies de prévention, de traitement et de vaccination proposées par l'OMS pour éliminer ce fléau s'appliquent également à de nombreuses autres infections bactériennes. Elles permettraient ainsi aux pays les plus démunis de faire face aux cas les plus graves, même au-delà de la méningite.

Les lignes directrices sont «un point d'entrée pour renforcer les services [de santé] pour toute une gamme» de pathologies, a salué pour sa part la Dre Tarun Dua. **A. B.**

SELON DES SCIENTIFIQUES

Les jeux de société développent les facultés cognitives

Bien plus que de simples divertissements, les jeux de société ont évolué pour devenir des outils puissants pour stimuler le cerveau et favoriser le bien-être mental. Selon les scientifiques, les jeux de société jouent un rôle essentiel dans le maintien et le développement des capacités cognitives car ils sollicitent diverses fonctions cérébrales telles que la mémoire, la concentration, la logique et la créativité. Selon des études publiées dans des revues médicales prestigieuses comme BMJ Open, la pratique régulière de ces jeux peut réduire le risque de déclin cognitif et prévenir des maladies neurodégénératives telles que la maladie d'Alzheimer. Les activités ludiques

comme le scrabble ou les échecs stimulent la mémoire de travail et la mémoire à long terme, renforçant ainsi les connexions neuronales et retardant les effets du vieillissement sur le cerveau.

De plus, les jeux de stratégie encouragent la réflexion critique et la résolution de problèmes, activant les zones du cortex préfrontal responsables de la planification et de l'anticipation. Cette stimulation continue est cruciale pour conserver un esprit vif et agile tout au long de la vie. Les jeux de société ne sont pas seulement bénéfiques pour le cerveau, ils sont également de puissants vecteurs de liens sociaux. Partager une partie avec des amis ou en famille

favorise la communication et l'entraide, créant des moments de convivialité et renforçant le sentiment d'appartenance. Une manière d'interagir, d'échanger et de collaborer, même entre générations différentes, ce qui aide à briser l'isolement, particulièrement chez les personnes âgées. De même, ces interactions sociales améliorent les compétences interpersonnelles telles que l'écoute, la coopération et la gestion des conflits tout en stimulant le cerveau. Et ce n'est pas tout. En plus de leurs avantages cognitifs et sociaux, les jeux de société sont aussi un excellent moyen de gérer le stress et d'améliorer le bien-être émotionnel.

UKRAINE

Rencontre entre Poutine et l'envoyé spécial de Trump à Saint-Petersbourg

Les négociations ont porté sur les aspects du règlement du conflit en Ukraine, sur une éventuelle rencontre des dirigeants des pays, et sur les préoccupations et les éléments de la position de Moscou qui seront transmis à Washington.

Une rencontre entre le président russe Vladimir Poutine et l'envoyé spécial du président américain Steve Witkoff s'est déroulée vendredi 11 avril dans le bâtiment de la Bibliothèque présidentielle à Saint-Petersbourg, a rapporté le service de presse du Kremlin, d'après l'agence de presse russe Ria-Novosti.

Selon le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, les négociations portent sur les aspects du règlement du conflit en Ukraine, sur une éventuelle rencontre des dirigeants des pays, et sur les préoccupations et les éléments de la position de Moscou qui seront transmis à Washington. Il n'y a pas de calendrier fixe pour les négociations, a noté l'agence de presse russe. Toutefois, cette rencontre n'est pas liée aux consultations russo-américaines à Istanbul. Le porte-parole du Kremlin a également appelé à ne pas s'attendre à des résultats décisifs après la visite de Witkoff à Saint-Petersbourg. Dans la matinée, l'avion de l'envoyé spécial Donald Trump a atterri à l'aéroport de Pulkovo. Au cours de la journée, il a rencontré le directeur du Fonds d'investissement direct russe, Kirill Dmitriev.



Selon Ria-Novosti, il s'agit déjà de la troisième visite de Witkoff en Russie. La dernière fois qu'il était à Moscou, c'était le 13 mars, lorsque l'envoyé spécial américain avait rencontré des représentants russes de haut rang et avait été reçu par Poutine dans la soirée. S'exprimant après les discussions entreprises la semaine dernière entre représentants de Moscou et Washington, Steve

Witkoff, l'émissaire du président américain, a dit à CNN être optimiste sur les chances de mettre fin au conflit. «Je m'attends à ce que les deux présidents s'appellent cette semaine (la semaine prochaine) et nous poursuivons également le dialogue avec les Ukrainiens», a-t-il déclaré à la chaîne d'information. L'appel entre Donald Trump et Vladimir Poutine sera «vraiment bon et positif», a-t-il ajouté.

Steve Witkoff a dit à CNN être optimiste sur les chances de mettre fin au conflit. «Je m'attends à ce que les deux présidents s'appellent cette semaine (la semaine prochaine) et nous poursuivons également le dialogue avec les Ukrainiens», a-t-il déclaré à la chaîne d'information. L'appel entre Donald Trump et Vladimir Poutine sera «vraiment bon et positif», a-t-il ajouté.

ONU

Le Bureau des opérations humanitaires va réduire son personnel de 20%

Le Bureau des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) qui emploie environ 2.600 personnes dans le monde va réduire son personnel de 20% et alléger ses opérations dans plusieurs pays en raison des coupes financières américaines, a annoncé son chef dans une lettre aux employés. Le contexte auquel nous faisons face est le plus difficile jamais connu pour mener notre mission (...) La communauté humanitaire était déjà sous-financée, débordée et littéralement attaquée. Maintenant, nous faisons face à une vague de coupes brutales des financements, a écrit Tom Fletcher dans ce courrier envoyé jeudi dont des extraits ont été publiés sur le site internet du Bureau. Dans ce contexte, depuis février, Ocha a pris des mesures d'austérité permettant d'économiser 3,7 millions de dollars, et mis en place des mesures pour améliorer ses méthodes de travail. Mais il est désormais l'heure des choix difficiles, a noté Tom Fletcher, insistant sur le fait que ces choix étaient liés aux coupes budgétaires et pas à une réduction des besoins humanitaires qui ne font qu'augmenter. Dans l'ensemble nous allons réduire nos effectifs de 20%, a-t-il ainsi annoncé. Ocha a actuellement des effectifs d'environ 2.600 personnes dans plus de 60 pays. Le manque de financements signifie que nous cherchons à nous regrouper autour d'un effectif d'environ 2.100 personnes dans moins de pays, a-t-il précisé dans sa lettre, indiquant attendre d'ici fin juin un rapport des chefs de division sur les endroits où arrêter et réduire notre travail. Mais d'ores et déjà, il a indiqué que le Bureau allait réduire le nombre de postes de direction et aussi «sa présence et ses opérations» au Cameroun, en Colombie, en Erythrée, en Irak, en Libye, au Nigeria, au Pakistan, en Turquie, et au Zimbabwe. Le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), qui employait près de 20.000 personnes fin septembre, avait lui aussi indiqué fin mars s'attendre à une «réduction significative» de ses effectifs faute de la manne américaine.

ESCALADE DES HOSTILITÉS EN SOMALIE

Afflux de blessés dans les hôpitaux en raison d'une

Des hôpitaux de Somalie font face à un afflux de blessés du fait d'une «forte escalade» des hostilités dans plusieurs régions, a affirmé vendredi le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). «Plusieurs régions de la Somalie ont connu une forte escalade des hostilités, et les hôpitaux situés à proximité des lignes de front s'efforcent de répondre à une flambée des besoins», a indiqué le CICR dans un communiqué, qui affirme avoir dû livrer du matériel médical d'urgence à vingt structures afin qu'elles puissent traiter «un afflux de patients souffrant de blessures causées par armes». Dans le seul hôpital Madina de la capitale Mogadiscio, 203 blessés par armes ont été recensés au premier trimestre, soit une augmentation de 26% par rapport au trois mois précédents, affirme l'ONG internationale. D'après la Croix-Rouge, les hostilités se sont «considérablement intensifiées depuis mars 2025» dans la région Moyenne-Shabelle et Shabelle inférieure, qui entourent Mogadiscio. Des opérations militaires sont également entrées dans leur quatrième mois dans la région de Bari, au Puntland (Nord) et des «affrontements réguliers» se poursuivent dans celles de Sool et Sanaag, toutes deux dans le Nord-Ouest, selon le CICR. Cette «recrudescence des combats dans tout le pays» a forcé plus de 100.000 personnes à fuir leur domicile, alors que la sécheresse est imminente et que «d'importants déficits de financement humanitaire menacent d'aggraver la crise et d'éroder les mécanismes de survie de millions de personnes», note la Croix-Rouge.

ACCORDÉ PAR LE FMI, LA BM ET LA BID

L'Argentine obtient un prêt de 42 milliards de dollars

L'Argentine a reçu vendredi un ballon d'oxygène de la part du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale (BM) et de la Banque inter-américaine de développement (BID), avec pas moins de 42 milliards de dollars au total, un soutien présenté par la Banque mondiale comme un important vote de confiance envers le gouvernement. Le prêt du FMI était attendu et s'élève à 20 milliards de dollars comme annoncé un peu plus tôt dans la soirée par le ministre argentin de l'Économie, Luis Caputo. Validé par le conseil d'administration du Fonds, il prévoit le déboursement immédiat d'une première tranche inédite de 12 milliards de dollars, alors qu'une deuxième, de deux milliards, se profile d'ores et déjà pour

juin prochain. L'économie argentine croîtra comme jamais auparavant, s'est félicité dans la foulée de l'annonce le président argentin, Javier Milei. La surprise est venue en revanche de la BM, qui a annoncé dans le même temps une aide de 12 milliards de dollars au pays andin, afin de soutenir les réformes qui continuent d'attirer le secteur privé et renforcer les mesures mises en place pour promouvoir les créations d'emploi. Quant à la BID, elle devrait accorder jusqu'à 10 milliards de dollars sur trois ans au gouvernement argentin, après validation par son conseil d'administration. Des accords permis notamment par l'annonce par la Banque centrale (BCRA) en fin de journée d'un taux de change flottant pour le

peso argentin face au dollar, dans un premier temps entre 1.000 et 1.400 pesos par dollar, une bande dont les limites seront élargies au rythme de 1% par mois. Par ailleurs, et cruciallement pour la vie quotidienne des Argentins, qui par méfiance historique pour leur propre devise pensent, calculent et thésaurisent en dollar, la limite d'accès à 200 dollars par mois par personne sera levée, a indiqué la BCRA. L'accord avec le FMI va permettre, à partir de lundi, d'en finir avec le contrôle des changes, qui a fait tant de mal, et depuis sa mise en place en 2019 affecte le fonctionnement normal de l'économie, a ajouté le ministre, dont les équipes étaient depuis novembre en négociation avec le FMI sur l'accord.

ENTRE LES ETATS-UNIS ET LE CANADA

Début des négociations commerciales en mai

Le Canada et les États-Unis vont débiter des négociations pour un nouvel accord commercial début mai, a confirmé vendredi le Premier ministre Mark Carney, qui alerte que la hausse des droits de douane de Donald Trump touche déjà l'économie canadienne. Ces échanges doivent donc intervenir immédiatement après les élections législatives du 28

avril, à l'issue desquelles Mark Carney espère rester à son poste. Le leader du Parti libéral et successeur de Justin Trudeau a cependant suspendu sa campagne, le temps de réunir vendredi son équipe afin d'évoquer ensemble la question commerciale, sous pression des droits de douane imposés par le voisin américain. La guerre commerciale lan-

cée par Donald Trump apporte les signaux initiaux d'un ralentissement de l'économie mondiale et frappe le marché de l'emploi canadien, a-t-il ajouté. Car la volte-face de Donald Trump mercredi n'a pas suspendu nombre de taxes qui touchent directement les secteurs canadiens de l'automobile, de l'acier, de l'aluminium et d'autres produits.

APRÈS LE MATCH CONTRE ORLANDO PIRATES

Des membres de la délégation du MCA accusés d'agression

Le Mouloudia d'Alger risque une lourde sanction de la part de la Confédération africaine de football après les incidents qui se sont produits à la fin du match comptant pour les quarts de finale retour de la Ligue des champions, face aux Sud-africains d'Orlando Pirates à Johannesburg.

Marouane A.

En effet, le club algérois a reçu, avant-hier, une correspondance de la commission de discipline de la Confédération africaine de football (CAF), relative à ces incidents. Ainsi, les rapports du délégué et de l'arbitre désignent directement des membres de la délégation du MCA comme ayant tenté de s'en prendre aux officiels du match ainsi qu'à ceux du club sud-africain. Plus grave encore, le dirigeant Mohamed Khazrouni est cité nommément dans une accusation d'agression contre le responsable de la sécurité du stade et une vidéo à ce sujet circule déjà sur la toile. Le joueur Abdelkader Menezla est également mentionné, impliqué dans une bagarre générale.

Dans son communiqué officiel, le MCA rejette catégoriquement toute forme de violence et affirme son attachement aux valeurs du fair-play, de l'intégrité et de l'esprit sportif. Le club algérois a aussi indiqué sa volonté de défendre ses droits par toutes les voies juridiques dispo-



nibles et de coopérer pleinement avec la CAF dans le cadre de cette affaire.

Le MCA dispose d'un délai jusqu'au 14 avril pour transmettre son rapport de défense à la Commission de discipline. A

noter que la même correspondance a également été envoyée aux Orlando Pirates, qui devront également répondre des faits qui leur sont reprochés.

Alors que la campagne continentale du

«Doyen» s'est achevée dans la frustration, ce dossier disciplinaire pourrait avoir des répercussions importantes sur le club, en fonction des sanctions qui seront prononcées par la CAF.

DÉBUT DE CRISE AU MOULODIA

L'élimination de la LDC semble avoir eu des conséquences fâcheuses au sein du club algérois, puisque et en plus de ces incidents qui ont éclaté à la fin de la rencontre face aux Orlando Pirates, il y a eu aussi cette affaire de la démission du président, Hakim Hadj Redjem qui inquiète les inconditionnels du Mouloudia qui ne s'attendaient pas du tout à cette décision, surtout que ce dernier a réalisé du bon travail en ces trois ans où il a pris en main le club. Celui-ci a affirmé que sa démission est irréversible, cette fois-ci et qu'il ne reviendra pas là-dessus. Il expliquera qu'il laisse sa place à une autre personne qui serait capable de faire mieux. Cela montre donc qu'une mini-crise couve au club le plus populaire en Algérie et cela n'est pas fait pour arranger les choses, même si des proches de la formation algéroise tente de dissiper le malentendu et donc de faire revenir le premier responsable du MCA sur sa décision.

M. A.

LIGUE 1 MOBILIS (22E JOURNÉE)

L'ESS bat l'ASO, le PAC se neutralise

L'ES Sétif, vainqueur en déplacement face à l'ASO Chlef (1-0), a réalisé une belle opération en remontant à la cinquième place au tableau, alors que le Paradou AC a été tenu en échec à la maison face au MC El-Bayadh (0-0), à l'occasion de la suite de la 22e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football. Les Sétifiens ont trouvé la faille dès la 5e minute de jeu, sur un penalty transformé par le Nigé-

rian Eduwo. L'Entente a terminé la partie en infériorité numérique, après l'expulsion du gardien Bousseder, coupable d'une faute à l'extérieur de sa surface (77e), et du capitaine Chaâbi (90e+5). Il s'agit du troisième succès à l'extérieur de l'ESS depuis le début de la saison, après ceux décrochés face à l'Olympique Akbou (1-0) et l'USM Khenchela (3-2), alors que l'ASO enchaîne un troisième match sans victoire. A la

faveur de ce succès, l'ESS se hisse à la 5e place au classement avec 31 points, et avec un match en moins. Les Chélifiens sont relégués, quant à eux, à la 8e position (28 pts), également avec une rencontre en moins. Le Paradou AC n'a pas fait mieux qu'un nul au stade du 5-Juillet (Alger) face à l'accrocheuse équipe du MC El-Bayadh (0-0). Le gardien de but du MCEB, Alaouchiche, a été un véritable dernier rempart pour

son équipe, en étant derrière plusieurs arrêts décisifs. Si les "Académiciens" n'ont pu se racheter après la défaite concédée en déplacement face au MC Oran (2-0), le MCEB de l'entraîneur Lotfi Amrouche, continue d'impressionner, en alignant un 12e match sans défaite, toutes compétitions confondues.

LE MATCH CSC-MCO REPORTÉ À UNE DATE ULTÉRIEURE

Le match CS Constantine-MC Oran, qui devait se jouer le lundi 14 avril au stade

Chahid-Hamlaoui de Constantine, pour le compte de la 22e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, a été reporté à une date

ultérieure, a annoncé le club constantinois, dans un communiqué. La Ligue de football professionnel (LFP), a accepté notre

demande de reporter le match face au MCO, afin de permettre à l'équipe de bien préparer le match en déplacement face au RS Berkane, le dimanche 20

avril, pour le compte des demi-finales (aller) de la Coupe de la Confédération africaine», explique le communiqué.

PROFESSIONNALISATION DU FOOTBALL

La FAF appelée à jouer un rôle de catalyseur

Les travaux du séminaire sur la professionnalisation du football, organisé par la Fédération internationale de football (Fifa) à Alger, ont pris fin, jeudi en soirée, après deux jours de conclave, en présence de l'expert de Fifa Laurent Colette, qui a relevé dans son intervention, l'important rôle de la FAF, en tant que leader et catalyseur. "A travers les deux jours de travaux de ce séminaire, le rôle de la fédération algérienne de football s'est distingué autant que leader et catalyseur pour que les clubs puissent s'enrichir dans un sens global, et évidemment avoir des ressources pour préparer l'avenir", a déclaré Laurent Colette dans son intervention, lors de la remise des attestations de participation aux représentants des clubs de L1, en reconnaissance de leur engagement et de leur participation active à cette formation. "La fédération algérienne a mis vraiment les conditions pour un travail de fond et à longue haleine, car

c'est cela qui va payer. J'ai vu qu'il y a des idées très claires et des priorités, il y a eu des ateliers et une vague qui se crée, et les clubs la suivent ensemble", a encore indiqué, l'expert Fifa, mettant en relief le rôle moteur de la FAF de collectiviser un peu les idées et les concepts pour en faire un élément de futur. De son côté, le responsable du bureau régional de la Fifa pour l'Afrique du Nord (UNAF) et l'Afrique centrale et de l'Est (CECAFA), Davis Ndayisenga, s'est réjoui de l'efficacité ressentie chez la fédération et ses responsables pour l'organisation du séminaire. "La FAF travaille très bien depuis un moment et on est très content de la dynamique qui est derrière. Ensemble, on a débloqué plusieurs projets qui étaient en place en Algérie, et on est très fier de ce que la FAF fait sous le leadership de son président", a-t-il souligné. Concernant le traitement du programme du séminaire sur la profession-

nalisation du football, le responsable du bureau régional de la Fifa pour l'Afrique du Nord (UNAF) et l'Afrique centrale et de l'Est (CECAFA) a relevé le travail sérieux de la fédération qui a-t-il dit "nous a aidé à travailler avec la Ligue professionnelle en Algérie, et aujourd'hui on a tous les clubs de Ligue 1 qui sont présents pour échanger avec eux des bonnes pratiques, parce que il n'y a pas que la Fifa, il y a aussi un écosystème local et national qu'on doit préserver et renforcer". Pour sa part, le secrétaire général de la FAF, Nadir Bouzned a expliqué que ce séminaire "intervient après une série de rencontres avec la Confédération africaine de football (CAF) et de réunions avec les clubs professionnels. On a essayé à travers ce séminaire avec la Fifa, de permettre à nos clubs professionnels de donner une nouvelle vision de gestion de clubs, et créer des projets économiques, en plus des objectifs sportifs".

CAN
U20

DEUX ARBITRES ALGÉRIENS SÉLECTIONNÉS

La Confédération africaine de football (CAF) a sélectionné 56 arbitres dont deux algériens pour officier lors de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-U20, qui se déroulera du 27 avril au 18 mai 2025 en Egypte. Les deux officiels algériens retenus sont: le directeur de jeu Hosam Benyahia et celui de la VAR Boukhalifa Nabil. Pour rappel, la CAN U20 devait se dérouler en Côte d'Ivoire avant d'être délocalisée en Egypte suite au désistement des ivoiriennes. Le tournoi est qualificatif pour la Coupe du Monde 2025 de la catégorie au Chili, où les quatre demi-finalistes décrocheront leur billet.

COMMISSION MÉDICALE DE L'UNION ARABE DE JUDO

Hamid Chalal nouveau président

L'Algérien Hamid Chalal a été nommé président de la Commission médicale de l'Union arabe de judo (UAIJ), en marge des Championnats arabes 2025, clôturé jeudi soir dans la capitale jordanienne Amman. "La Fédération algérienne de judo (FAJ), à sa tête le président Yacine Sillini, a félicité Chalal pour cette nomination, en lui souhaitant bonne chance dans sa nouvelle mission", a indiqué l'instance fédérale dans un bref communiqué, diffusé vendredi sur ses réseaux sociaux. Chalal est le deuxième algérien à briguer un poste de responsabilité au sein de l'union arabe de judo pour le mandat olympique 2025-2028, après Khaled Ouennouf, qui avait intégré le bureau exécutif de cette instance deux jours plus tôt, pendant l'assemblée générale électorale de l'UAIJ. La sélection nationale des cadets avait été sacrée championne arabe 2025, en individuel et par équipes.

ITALIE

Di Maria et Paredes impliqués dans des paris sportifs illégaux

L'affaire de paris sur des plateformes illégales qui a valu aux Italiens Sandro Tonali et Nicolò Fagioli de longues suspensions, est en train de rattraper d'autres joueurs. Selon les agences de presse ANSA et AGI, douze joueurs de Serie A, anciens ou actuels, sont sous enquête pour avoir eu recours à ces plateformes clandestines entre décembre 2021 et octobre 2023, pour des paris sur des sports, autres que le football, et surtout des parties de poker.

Son concernés les anciens joueurs du PSG Angel Di Maria et Leandro Paredes, qui ont tous les deux évolué à la Juventus lors de la saison 2022-2023. Deux noms qui avaient déjà été cités à l'automne 2023 sont confirmés, ceux d'Alessandro Florenzi (AC Milan) et de Nicolò Zaniolo (Fiorentina). Ces nouvelles cibles de la justice italienne ont été identifiées après analyses des téléphones de Tonali et Fagioli, et de leurs auditions. Les joueurs de la Juventus Turin Weston McKennie et Mattia Perin sont aussi dans le viseur, tout comme l'international italien de l'Atalanta Raoul Bellanova et celui du Torino Samuele Ricci. Ils sont

passibles d'une amende de 250 euros et pourraient également faire l'objet d'une procédure disciplinaire de la Fédération italienne de football (FIGC). Tonali, qui évolue à Newcastle, et Fagioli, joueur de la Juventus à l'époque des faits qui porte désormais le maillot de la Fiorentina, ont été respectivement d'une suspension de dix et de sept mois, qu'ils ont purgés. Tonali a été sanctionné le plus sévèrement, car il a reconnu avoir parié sur des matchs de ses anciennes équipes, Brescia et l'AC Milan, lorsqu'il portait leur maillot. Fagioli, accro aux jeux et paris sportifs, avait de son côté contracté plus de trois millions d'euros de dettes.



SIX HOMMES ARRÊTÉS POUR LE MEURTRE D'UN CHEF DES ULTRAS DE L'INTER MILAN

Dans une tout autre affaire, et soupçonnés d'avoir participé au meurtre de Vittorio Boiocchi en 2022, ex-leader ultra de l'Inter Milan lié à la mafia, six hommes ont été placés en détention à Milan. Le crime serait lié à la lutte d'influence autour du stade San

Siro. L'enquête sur le meurtre de Vittorio Boiocchi, abattu en octobre 2022 près de son domicile à Milan, a franchi une étape clé vendredi dernier avec le placement en détention provisoire de six suspects, soupçonnés d'avoir commandité, organisé ou exécuté l'assassinat.

Ancien chef redouté de la «Curva Nord» (le principal groupe ultra de l'Inter Milan)

Boiocchi, 69 ans, était aussi une figure du crime organisé milanais, au lourd passé judiciaire. Condamné dans les années 1990 à plus de vingt ans de prison pour trafic de drogue, Vittorio Boiocchi avait été interdit de stade mais continuait d'exercer une influence sur le milieu ultra de l'Inter Milan. Il a été tué par balles en périphérie de Milan, dans ce que les enquêteurs considèrent comme une conséquence directe de la lutte acharnée pour le contrôle des revenus générés autour du stade San Siro les jours de match (billetterie, parkings, stands, accès privilégiés) ainsi que pour le pouvoir sur la tribune nord, bastion historique des ultras. Andrea Simoncini, décrit comme un proche de la mafia calabraise 'Ndrangheta, et Daniel D'Alessandro, sont soupçonnés d'avoir exécuté le meurtre. Le premier a été interpellé en Calabre (sud de l'Italie) et le second en Bulgarie. Les quatre autres suspects, déjà incarcérés depuis septembre 2024 dans une affaire connexe, sont considérés comme les organisateurs.

REAL MADRID

Modric et Vazquez partiront cet été

La fin de l'ère Modric au Real Madrid? En fin de contrat en juin prochain, le milieu de terrain croate de 39 ans pourrait voir son bail ne pas être renouvelé par la direction merengue, après une saison où il ne fait plus figure de titulaire indiscutable. Un sort qu'il pourrait partager avec Lucas Vazquez, 33 ans, et aussi sur la selette, croit savoir AS, qui a publié l'information, hier, samedi. La politique du Real Madrid veut que les joueurs ayant dépassé les 30 ans soient prolongés d'une année seulement, avec des prolongations pouvant s'empiler en fonction des perfor-

mances du joueur. Luka Modric lui a donc tiré jusqu'à 39 ans avec ce système, mais pourrait être poussé vers la sortie à l'issue de ce dernier contrat. David Alaba, 32 ans, et dont le contrat expire en juin 2026 pourrait lui aussi être invité à partir, alors que le club prône une nouvelle politique sportive afin de rajeunir son effectif. La première nouvelle tête de ce projet devrait être Trent Alexander Arnold au poste d'arrière droit. Tout est convenu, en attendant la signature à la fin de la saison. Le Real Madrid cherche aussi à acheter un jeune défenseur central pour l'ave-

nir -Huijsen est l'un de ceux qui sont à l'ordre du jour, mais il coûte 60 millions d'euros -, et un milieu de terrain. Dans ce cas, l'un des mieux placés est Zubimendi de la Real Sociedad, bien qu' Arsenal soit bien avancé dans les négociations pour le faire venir. Sa clause est également de 60 millions d'euros. Des recrues qui mettraient à mal les trois briscards, mais pourraient aussi avoir un impact sur Antonio Rüdiger, qui à 32 ans joue avec des douleurs constantes au genou, suite à une grave blessure survenue il y a plusieurs années.

FRANCE

KAHN VEUT ACQUÉRIR LES GIRONDINS DE BORDEAUX

Candidat à un projet de reprise des Girondins de Bordeaux, Oliver Kahn s'est confié vendredi dans les colonnes de Bild sur son plan de rachat. "Cela dépend de l'accord que nous trouverons. Nous avons dans un premier temps transmis 30 millions d'euros, et nous avons apporté aux autorités officielles la preuve de fonds", a indiqué l'ancien portier du Bayern Munich et de la Mannschaft, dans des propos rapportés par L'Équipe. Accompagné de l'ancien président de l'OM Jacques-Henri Eyraud, Kahn s'était rendu à Bordeaux mi-février pour discuter avec la Métropole et la mairie de Bordeaux de son intérêt pour une éventuelle reprise des Girondins, rétrogradés cette saison en N2 (4e division) et placés en redressement judiciaire, avec une dette estimée à 118 millions d'euros. Leur projet avait alors été qualifié de "sérieux" par des élus locaux. Mi-mars, le tribunal de commerce de Bordeaux a par ailleurs validé la poursuite de l'activité des Girondins, en attendant l'examen du plan de continuation, avec remboursement des créanciers, fixé au 27 mai prochain. "Mon travail en ce moment c'est de parler avec les gens sur place pour, plus tard, trouver un accord. Parallèlement, j'apporte mon réseau, mon expertise, mon expérience", a égayé Kahn dans son interview pour Bild. Sur le plan sportif, les Girondins occupent actuellement la troisième place de la poule B de National 2, à six longueurs du leader Saint-Malo. Seul le premier sera promu.

FRANCE Pogba parle de sa dépression

Paul Pogba est de ces joueurs de foot que l'on n'oublie pas, que ce soit pour son jeu brillant, ou pour son sens inné du contact et de la fête. Cette façade joyeuse, comme il l'avait montrée à l'Élysée lors de la réception de l'équipe de France championne du monde, cache des expériences bien plus sombres. La déveine s'est acharnée pendant plu-

sieurs années sur celui qu'on surnomme «la Pioche». Le numéro 6, doucement et sans s'en rendre compte, a alors glissé dans les affres de la dépression. Paul Pogba a mis du temps à mettre ce mot sur ses maux. «Je suis tombé en dépression sans même m'en rendre compte. Car personne ne nous apprend ce qu'est une dépression», dit-il au

magazine GQ qui lui consacre un long entretien. Cette victoire en Coupe du monde en 2018 était en réalité une heureuse parenthèse. Son retour, en 2016, à Manchester United, où le petit gars de Roissy-en-Brie avait fait ses classes, avait été accueilli avec ferveur. #POGBACK s'affichait sur les réseaux sociaux. Une lune de miel qui n'a pas duré

à cause de la dégradation de ses relations avec le coach de l'équipe mancunienne, le Portugais José Mourinho. Pogba ne comprend pas pourquoi il reste sur le banc. «Je n'arrivais pas à parler, il n'y avait pas de communication. Je n'étais pas heureux, et un joueur de foot qui n'est pas heureux ne peut pas bien performer», explique-t-il.

ALLEMAGNE

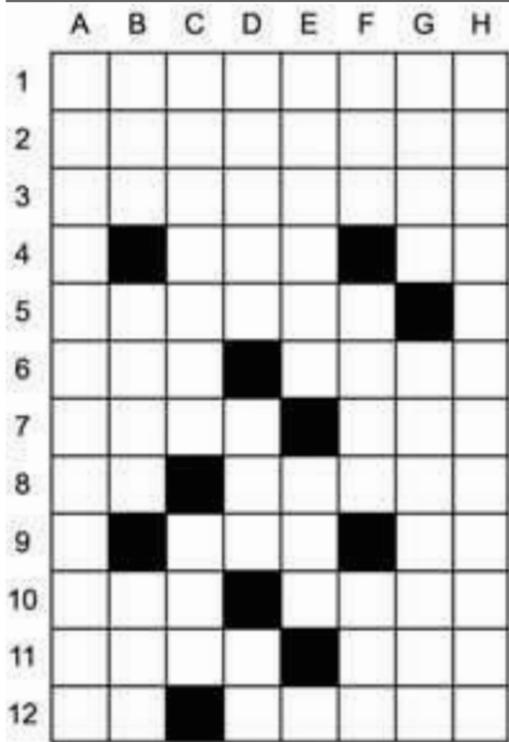
Florian Wirtz intéresse les Bavarois

Florian Wirtz est toujours dans le viseur du Bayern Munich. Si Max Eberl et Uli Hoeness, deux dirigeants du club bavarois, ont publiquement montré de la prudence dans ce dossier récemment, Sky Sports indique que les Munichois continuent de s'activer en coulisses pour convaincre le joueur du Bayer Leverkusen. Des réunions se seraient déjà déroulées entre les représentants du Bayern Munich et ceux de Wirtz. Sous contrat jusqu'en 2027 avec Leverkusen, Wirtz dispose également

d'une offre de prolongation, ce qui l'amènerait à rester au club au moins jusqu'à la Coupe du monde 2026, avant de reparler d'un éventuel transfert. Une clause de sortie à cette échéance figurerait dans cette dernière proposition. Aucun accord n'aurait encore été trouvé néanmoins. Les dirigeants du Bayern Munich seraient eux confiants à l'idée de pouvoir signer Florian Wirtz dès cet été. Les finances permettraient de réaliser une telle opération, estimée aux alentours de 120 millions

d'euros, soit les exigences actuelles de Leverkusen. Manchester City aimerait aussi attirer le milieu offensif allemand, afin de remplacer Kevin De Bruyne. Sur la touche ces dernières semaines en raison d'une blessure, Florian Wirtz a disputé 39 matchs toutes compétitions confondues cette saison, pour 15 buts et 13 passes décisives. La saison dernière, le jeune talent avait été l'un des principaux artisans du titre historique du Bayer Leverkusen en Bundesliga.

Mots Croisés



VERTICALEMENT

- A. Gage pour le banquier.
- B. Il domine la Crète. Otan, mais pas pour moi. Débit de Dublin.
- C. Racine souterraine. Bonjour la compagnie !
- D. Jus de canne à sucre. Référence golfique. Devant Cordobès.
- E. Installes. Dépôt sans intérêt.
- F. Montra une opposition. A ses affaires et ses secrets. Bois sur des feuilles.
- G. Appréciation. Détruisant tout ce qui dépasse.
- H. Affectée et même grave.

HORIZONTALEMENT

- 1. Recherchés par les bouddhistes.
- 2. Comme une bande inséparable.
- 3. Indispensable pour repeupler des parcs.
- 4. Beaucoup d'espèces y sont regroupées. Quand le patron est pris de court...
- 5. Inespérée.
- 6. Oncle de Caroline. Laurel, mais pas Hardy.
- 7. C'est du sport. De quoi faire la soudure.
- 8. Points opposés. Massif de l'Asie centrale.
- 9. Brame ou hululement. Sélénium.
- 10. Il ne se laisse pas plaquer. Il a une poigne d'acier.
- 11. Bande qui vole. Grande école.
- 12. Mention. Alourdi.

LES MOTS FLÉCHÉS

REUSSITE PERSONNELLE	GRANDE TORTUE	CANOTES SUR LE LAC	ÉMETTEUR LUXEMBOURGEOIS	FACULTÉ DE PARIS	ARALONÉES DES JARDINS	
RETENANTISSANTES	CE N'EST PAS ICI	ABIMA LA PÊCHE	PROPRE	L'IRLANDE D'AUTREFOIS	GRISERIE EUPHORE	
COMME DU SUCRE CUIT				L'ÉPOUSE DU RAJAH		
GODET TIMBALE			ÊTRE ALLONGÉ			
AFFIRMAS TON AUTORITÉ						
SPORT AU COLLÈGE						
ELLE ENRICHIT LE PAYSAGE BRETON	QUI NA PLUS LE CŒUR À RIRE				CALE EN FORME DE V	
DEVANT CELUI QUE L'ON FÊTE					BEAUX DÉCORS	CHOISIE PAR LA VOIE DES VOIX
SERVICE FÉODAL					ARTICLE ANDALOU	
ATELIER DE RÉPARATION AUTO-MOBILE					HEROS DE SPIELBERG	
LISTE DE FAUTES		FIGURINE PROVENÇALE	MESURÉE EN METRES CUBES			
CONFIDENT		SHOOTE	ÉTREINT			
		EAU-DE-VIE APRÈS LE CAFÉ	BIEN DISSIMULÉ			
DÉFRICHER						
SONT EN POSSESSION						
		PRISON D'ANTAN				
ELLE A DES JOURNAUX PLEINS D'IMAGES			ARRIVÉE À LAMA-TERNITE			



SUDOKU



1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

CANULAR CATALPA DECA ECHELLE EVOLUER FAUTIF IMMENSE LAINE MAFE
 METRONOME MOULU NENETTE ORPHELIN PHILTRE POUFFER PROPICE REER
 REFUS REMBLAI RENCONTRE RENOVER RESERVOIR REVELE RHUM SCHAH SEUM
 SYNONYME USER

N	R	R	R	E	E	C	M	A	F	E	R
I	S	E	E	S	A	R	E	O	A	E	E
L	A	E	S	N	Y	E	T	P	U	T	F
E	P	L	U	E	C	N	R	L	T	L	F
H	L	L	B	M	R	O	O	E	I	R	U
P	A	E	A	M	P	V	N	N	F	H	O
R	T	H	V	I	E	E	O	T	Y	U	P
O	A	C	C	E	N	R	M	I	R	M	S
A	C	E	D	S	R	E	E	R	R	E	E

«HAYA BINA ILA EL MASRAH»

À Béjaïa, le théâtre s'ouvre aux écoliers

Le théâtre régional Abdelmalek Bouguermouh de Béjaïa lance, du 6 au 30 avril, une initiative originale à destination des élèves des écoles de la wilaya. Baptisée «Haya bina ila el masrah» (Allons au théâtre), cette opération vise à familiariser les enfants avec l'univers du théâtre tout en les sensibilisant à l'environnement.



Samy Terki

Le projet est coordonné avec la direction de l'Éducation, la direction de l'Environnement, le parc national de Gouraya et l'entreprise Tchîn-Lait Candia Béjaïa. Il est porté par la directrice du théâtre, Nidhal El Djazaïri, qui en est aussi à l'origine. Trois volets structurent ce programme.

Le premier propose un spectacle intitulé «Le Joueur et les amis de la forêt», une création du Théâtre régional qui aborde de

manière simple les enjeux liés à la nature et à la protection de l'environnement. La pièce sera jouée chaque mardi, vendredi et samedi. Le deuxième volet comprend des expositions pédagogiques, une série de photos sur les thèmes de l'environnement et du cadre de vie, organisée par la Direction de l'Environnement, et un ensemble de maquettes représentant les animaux de la région, proposé par le parc national de Gouraya.

Le troisième volet est consacré à la découverte des coulisses du

théâtre. Les enfants participent à des visites guidées leur permettant de découvrir les métiers du spectacle : la scène, les décors, les costumes, les accessoires, la régie, le son, l'éclairage.

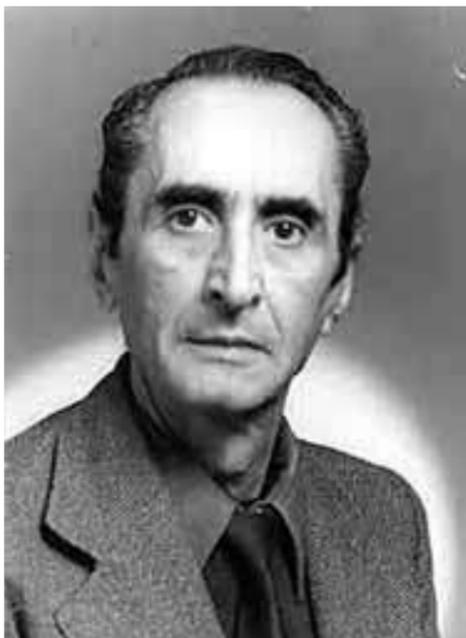
Le programme cible dans un premier temps les 581 écoles primaires de la wilaya de Béjaïa. Il sera élargi progressivement au cycle moyen, avec en perspective l'intégration prochaine de l'école de Haddidouane. Pour Nidhal El Djazaïri, ce projet répond à un besoin réel. «Les

enfants sont curieux, attirés par les sorties et les spectacles. Nous voulons leur offrir un espace où ils peuvent apprendre autrement, découvrir de nouvelles choses, et pourquoi pas, se découvrir eux-mêmes», confie-t-elle.

Avec «Haya bina ila el masrah», le théâtre de Béjaïa ouvre ses portes et ses métiers à une jeune génération qui n'a pas toujours accès à ce type d'expériences. Une initiative concrète, à la fois culturelle et éducative.

S. T.

Mohamed Temmam, le peintre oublié des lumières algériennes



À Alger, seule une discrète galerie nichée rue Asselah-Hocine porte aujourd'hui le nom de Mohamed Temmam. Un détail presque anecdotique au regard de l'empreinte profonde laissée par cet artiste majeur du XX^e siècle, considéré comme l'un des pères de la miniature et de l'enluminure algérienne moderne. Et pourtant, son œuvre (cent tableaux, des maquettes de billets de banque, une dizaine de timbres) reste largement méconnue du grand public, comme si l'histoire officielle avait peu à peu gommé les contours de cet homme d'art à la trajec-

toire singulière.

Né en 1915 dans la Casbah d'Alger, Mohamed Temmam puise dès l'enfance dans le décor vivant de la citadelle ses premières inspirations. Il partage, avec ses voisins et aînés Omar et Mohamed Racim, une passion fondatrice pour la miniature, genre dans lequel il s'impose rapidement comme un pionnier, contribuant à lui donner ses lettres de noblesse algériennes. En 1928, il débute son apprentissage par la céramique, avant d'intégrer en 1931 la section des arts indigènes de l'École des beaux-arts d'Alger, où il étudie jusqu'en 1936.

Son talent hors normes le propulse à Paris, où il bénéficie d'une bourse pour suivre les cours de l'École des arts décoratifs (1936-1939). Dans la capitale française, il se passionne aussi pour la musique, intégrant plusieurs orchestres en tant que violoniste. Membre de l'association musicale El Mossilia dès son enfance, Temmam cultive une profonde sensibilité pour le patrimoine musical classique algérien. Il partage cette passion avec son épouse, la chanteuse kabylo Bahia Farah, avec qui il vivra jusqu'à sa mort.

À Paris, il travaille également à la prestigieuse Manufacture de Sèvres, où il orne, aux côtés de Mahieddine Boutaleb, des pièces de vaisselle destinées aux services officiels. Enrôlé dans l'armée française, il est fait prisonnier durant la Seconde Guerre mondiale (1940-1943). À sa libération, il renoue avec la peinture et expose ses œuvres en Scandinavie grâce au soutien de son ami de toujours, Mohamed Racim.

Engagé aux côtés des militants nationalistes, Temmam fait de son art un levier de résistance. Durant la guerre de libération, il illustre l'identité algérienne, esquissant avec pinceau et conscience les contours d'une nation en devenir. Après l'indépendance, il rentre en Algérie en 1963 et prend les rênes du musée des Antiquités d'Alger, situé dans le parc de la Liberté. Il en sera le conservateur jusqu'à sa mort en 1988.

Mohamed Temmam a également participé à la fondation de l'Union nationale des arts plastiques (UNAP) et enseigné quelques années à l'École nationale des beaux-arts d'Alger. À travers son œuvre, il n'a cessé de mettre en lumière le patrimoine architectural et socioculturel de l'Algérie, en conjuguant rigueur académique et lyrisme orientaliste.

Parmi ses toiles emblématiques, L'Homme en bleu, Le Brodeur ou encore Portrait de Bahia Farah, autant de fragments d'une mémoire picturale façonnée entre héritage arabo-musulman, influences occidentales et souffle national. En 2007, le musée national des Beaux-Arts d'Alger lui consacrait une rare rétrospective, Le message du ramier, exposant 80 œuvres. Depuis, le silence est retombé.

Temmam demeure une figure tutélaire trop peu célébrée, dont l'œuvre appelle à être réhabilitée. Non pas par simple devoir de mémoire, mais pour rappeler ce que fut, au cœur de l'ombre coloniale puis dans l'élan postindépendance, la force d'une esthétique algérienne affranchie et lumineuse.

S. T.

DU 13 AU 15 AVRIL

Sétif accueille les maîtres de l'illusion

La Maison de la culture Houari-Boumediène de Sétif s'apprête à accueillir, du 13 au 15 avril, la troisième édition des Journées internationales de la magie et de la prestidigitation. L'événement, désormais bien ancré dans le calendrier culturel de la région, réunira cette année des artistes venus de sept pays, mêlant les horizons et les styles pour faire vibrer le public sétifien au rythme des illusions. Sous le haut patronage du ministre de la Culture et des Arts, la manifestation est organisée par la Ligue Arts et Culture, en partenariat avec l'Office de la culture et du tourisme, et en coordination étroite avec l'assemblée populaire communale (APC) de Sétif. Une volonté commune d'animer la scène artistique locale et d'ouvrir les portes d'un art souvent méconnu au plus grand nombre.

«Le public pourra assister à une série de spectacles inédits animés par des magiciens et des illusionnistes venus de Russie, de Suisse, de Belgique, du Chili, d'Égypte, de Tunisie et de France», a précisé Mounir Boukherissa, commissaire de l'événement, dans une déclaration à l'agence APS. Une programmation riche, pensée pour conjuguer émerveillement et ouverture culturelle, autour d'un art souvent relégué à la marge mais porteur d'un langage universel. Au-delà des représentations scéniques, un atelier de formation sera proposé en marge du festival. Ouvert aux jeunes passionnés de magie, cet espace de transmission vise à initier une relève locale, en accompagnant les vocations naissantes et en professionnalisant les amateurs. Les organisateurs n'ont pas oublié les publics dits «sensibles» : élèves des trois cycles de l'enseignement, enfants atteints de cancer, orphelins et jeunes scouts musulmans algériens (SMA) ont été spécialement conviés. Une démarche inclusive qui souligne la volonté de faire de ces journées un moment d'exception, ouvert à toutes les franges de la société.

L'événement ambitionne ainsi de redonner à la magie sa juste place dans le paysage culturel algérien, non comme simple divertissement, mais comme une discipline artistique à part entière, capable de rassembler, d'émouvoir et de questionner. À Sétif, pendant trois jours, le réel se laissera volontiers bousculer. Entre tours de passe-passe et grandes illusions, l'imaginaire s'invitera en maître de cérémonie.

R. C.

16



- Alger 29°
- Ouargla 30°
- Oran 29°
- Constantine 30°

FADJR 05:43	DOHR 12:59	ASR 16:16	MAGHREB 18:51	ISHA 20:15
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

YAHIA SAAD-EDDINE NAILI NOMMÉ NOUVEAU PDG DE SAIDAL

M. Yahia Saad-Eddine Naili a été nommé, samedi, nouveau président directeur général du groupe Saidal en remplacement de M. Abdelouahad Grimes, indique un communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique. La nomination de M. Naili à la tête du

groupe Saidal fait suite à une réunion du Conseil d'administration du groupe pharmaceutique, précise le communiqué. Le nouveau PDG est titulaire d'un doctorat en médecine de l'université d'Alger et d'un MBA (Master of Business Administration) en marketing et

distribution de l'université de la Sorbonne, note le ministère. M. Naili a également occupé plusieurs postes de responsabilité dans les secteurs public et privé et possède plus de 25 ans d'expérience dans l'industrie pharmaceutique, conclut la même source.

MOUSSA MARA, ANCIEN PREMIER MINISTRE MALIEN:

« LES AUTORITÉS DE TRANSITION FONT FAUSSE ROUTE »

L'ancien Premier ministre malien Moussa Mara, président du parti Yéléma (« changement » en langue bambara), a appelé les autorités de transition à restaurer la liberté d'expression, qui est consacrée par la constitution qu'ils ont eux-mêmes élaborée et fait adopter. Intervenant dans l'émission « Entretien spécial » de Radio Ifrikya FM, l'ancien Premier ministre malien signale « plusieurs arrestations de personnes pour avoir simplement exprimé leur opinion », invitant au passage les autorités de transition « à faire face à la réalité et à travailler à restaurer cette liberté ». Aussi, Mara estime que les autorités de transition font fausse route et se trompent en laissant croire qu'elles peuvent régler tous les problèmes du pays. « Une transition n'est pas censée gouverner le pays comme un régime élu, un régime normal. La vocation d'une transition, explique-t-il avec pédagogie, c'est de travailler à sortir de cette période exceptionnelle de manière heureuse et positive, en identifiant un programme clair, des réformes à mener et ensuite à organiser les élections ». » Pour Mara, la seule voie possible pour éviter le risque des désillusions et le désenchantement de la population, « c'est de travailler tous ensemble : classe politique, société civile et acteurs de la transition, pour avoir un programme crédible et précis pour permettre de sortir de la transition par le haut ». Pour cela, ajoute Mara, on doit laisser les partis politiques s'exprimer et travailler et cesser de les accabler et de les tenir responsables de tous les maux du pays comme c'est le cas depuis le début de la transition. « Nous sommes des acteurs et nous entendons travailler avec toutes les composantes de notre pays et, à l'occasion des prochaines élections, nous continuerons, chacun en ce qui le concerne, à proposer et à solliciter le suffrage de nos compatriotes, pour régler les difficultés du pays », explique le président du parti Yéléma. Enfin, M. Mara ne désespère pas de la situation de son pays, il garde, malgré tout, une lueur d'espoir d'un changement de cap positif.

R.N.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 13 AVRIL 2025 // N°1050 // PRIX 20 DA

ÉQUIPE NATIONALE

Kendouci blessé et Belaïli sanctionné

La sélection nationale de football a reçu hier après-midi, deux nouvelles décevantes qui concernent deux cadres des « Verts », à savoir le milieu de terrain du club égyptien Ceramica Cléopatra, Mohamed Kendouci, et l'attaquant de l'ES Tunis, Youcef Belaïli.

Ainsi, Kendouci a été hier victime d'une blessure gravissime, étant donné qu'il a eu une double fracture au tibia, qui l'éloignera, très certainement, des terrains pour une longue période, du moins jusqu'à la fin de la saison, avant que ce dernier ne réalise des analyses approfondies. Il se pourrait même qu'il passe sur le billard. Le choc de l'intervention qu'il a eue lors du match qui a opposé son équipe à la formation de Farco pour le compte du championnat égyptien a fait que les joueurs des deux camps sont entrés dans une crise de pleurs, car ils savaient que la blessure était très grave. De son côté, le joueur de l'ES Tunis a connu hier le verdict de la Ligue tunisienne, qui l'a sanctionné pour deux matchs, plus une amende de 5000 dinars tunisiens, après un geste obscène dont il a été tenu responsable lors du match de son équipe face à la Jeunesse Amrane au mois de mars dernier, pour le compte du championnat tunisien. Le joueur avait été entendu par la Ligue



de Tunisie, qui a décidé de sévir après avoir tenu compte d'images vidéo. Le joueur qui bénéficie d'une grande aura et d'une adoration particulière des fans de l'EST avait été soutenu justement par les incondtionnels de la formation phare de la capitale tunisienne. Ayant, ensuite, appris les sanctions décidées par la Ligue tunisien-

ne, la direction de l'EST a « pondu » un communiqué où elle affirmera refuser ses sanctions. La direction ira même jusqu'à menacer de suspendre sa participation aux compétitions nationales, si la Ligue ne révisé pas ces sanctions. « Il y a eu grave entorse à la loi dans ce dossier », dira la direction des Sang et Or et qui révélera

qu'elle a décidé de geler sa relation avec la Ligue, même si elle laisse la porte ouverte à un dialogue avec la fédération tunisienne pour tenter de trouver une solution en demandant une ouverture d'enquête pour mettre la lumière sur cette affaire.

Marouane A.

THE SUN

L'ALGÉRIE EST UNE « PERLE INEXPLORÉE »

Les potentialités touristiques riches et diversifiées de l'Algérie ont été mises en avant par le journal britannique "The Sun", la qualifiant de "perle inexplorée" en passe de devenir une destination de choix pour les touristes britanniques.

Dans un article intitulé "Perle inexplorée", le journal "The Sun" met en lumière les richesses culturelles et naturelles de l'Algérie en tant que pays africain, relevant que ces atouts lui permettent d'être "sans conteste, la prochaine destination pour les touristes britanniques, d'autant plus qu'il est possible d'y accéder en seulement trois heures". Grâce à l'ouverture de vols directs reliant les deux pays, l'Algérie "attire de plus en plus l'attention des voyageurs internationaux, notamment britanniques", selon le journal. Rappelant le lancement de nouveaux vols entre l'aéroport de Stansed à Londres et Alger, le journal

rapporte les propos du directeur de l'aéroport, M. Gareth Powell, qui a accueilli la compagnie Air Algérie, considérant cela comme un "véritable accomplissement". Le journal a invité les touristes à visiter l'Algérie afin de découvrir ses richesses culturelles et historiques, mettant en exergue ses bâtiments blanchis à la chaux de la Casbah, ses palais ottomans et ses sites historiques et archéologiques.

Les visiteurs peuvent également profiter d'activités aussi riches que diversifiées, allant de la "randonnée à dos de chameau dans le Sahara" à la "baignade en mer Méditerranée" sans oublier la découverte du "canyon de Ghoufi", ajoute "The Sun". Le journal britannique a également mis en avant "les efforts déployés par l'Algérie pour attirer environ 12 millions de touristes d'ici 2030 afin de découvrir la beauté et la diversité du pays".

IL DEVRAIT ACCUEILLIR PLUS DE 28 MILLIONS DE VISITEURS

L'ALGÉRIE PARTICIPE À L'EXPO 2025 OSAKA-KANSAI AU JAPON

L'Algérie prendra part, à partir de dimanche, à l'exposition universelle Expo 2025 Osaka-Kansai prévue au Japon jusqu'au 13 octobre 2025 sous le thème "Concevoir la société du futur, imaginer notre vie de demain". Cette présence stratégique à l'Expo 2025, sous la direction du commissaire de la participation algérienne, Abdallah Bouguendoura, vise à mettre en avant l'aspect civilisationnel et culturel et le potentiel économique de l'Algérie, à travers la contribution active de plusieurs secteurs ministériels et établissements nationaux et la participation d'acteurs du monde artistique et culturel. Le stand algérien accueillera diverses manifestations et activités, dont des exposi-

tions visant à faire connaître les secteurs participant à l'exposition, notamment les Affaires étrangères, l'Intérieur et les Collectivités locales, l'Énergie, la Culture et les Arts, la Poste et les Télécommunications, l'Industrie, l'Industrie pharmaceutique, l'Agriculture, l'Habitat, le Commerce, les Transports, le Tourisme et l'Artisanat, la Santé, l'Hydraulique et l'Environnement.

Il abritera également des conférences et des rencontres consacrées aux opportunités d'investissement et de partenariat avec différents acteurs économiques présents, ainsi que des représentations artistiques et culturelles de troupes algériennes des dif-

férentes régions du pays pour faire connaître la diversité culturelle et la richesse du patrimoine de l'Algérie.

L'Expo 2025 Osaka-Kansai devrait accueillir plus de 28 millions de visiteurs et participants du monde entier, offrant ainsi à l'Algérie une occasion en or pour renforcer sa présence sur la scène internationale et tisser de nouveaux partenariats dans divers domaines.

Pour rappel, l'Algérie a pris part aux expositions universelles et internationales de Montréal (1967), d'Osaka (1970), de Séville (1992), de Lisbonne (1998), de Saragosse (2008), de Shanghai (2010), de Yeosu (2012), de Milan (2015), d'Astana (2017) et de Dubaï (2020).

APS

